

INSTITUT DE FRANCE

GLADSTONE

NOTICE HISTORIQUE

Lue en séance publique le 12 décembre 1903

PAR

M. GEORGES PICOT

SECRÉTAIRE PERPÉTUEL
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES
ET POLITIQUES

PARIS

LIBRAIRIE HACHETTE ET C^{ie}

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

—
1904

GLADSTONE

NOTICE HISTORIQUE

Lue en séance publique le 12 décembre 1903

T 6 E 21

INSTITUT DE FRANCE

GLADSTONE

NOTICE HISTORIQUE

Lue en séance publique le 12 décembre 1903

PAR

M. GEORGES PICOT

SECRÉTAIRE PERPÉTUEL
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES
ET POLITIQUES



COULOMMIERS

Imprimerie PAUL BRODARD.

PARIS

LIBRAIRIE HACHETTE ET C^{ie}

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1904

W. E. GLADSTONE

NOTICE HISTORIQUE

*« J'ai été élevé dans la
défiance de la liberté et, en
avançant dans la vie, j'ai
appris à croire en elle. »*
GLADSTONE.

MESSIEURS,

Si l'histoire d'une vie humaine nous permet de mieux juger les querelles qui, en notre pays, ont divisé les partis, combien il est plus nécessaire encore, quand on veut pénétrer dans l'âme d'une nation étrangère, de suivre l'existence d'un homme — et si cet homme a été successivement le plus jeune des représentants dans l'assemblée politique, le plus jeune des membres du cabinet, le chef d'un de ses grands partis, un des orateurs les plus vaillants et les plus

écoutés, s'il a été quatre fois premier ministre, s'il a dû ses succès non à la faveur, mais à son caractère et à l'éclat de son talent, s'il est demeuré sur la brèche jusqu'aux dernières limites de l'âge, si enfin l'histoire de ses actes se confond pendant un demi-siècle avec celle de sa patrie, que d'enseignements ne devons-nous pas tirer du spectacle de sa vie!

M. Gladstone, qui a appartenu pendant trente-trois ans à l'Institut de France, est mort il y a cinq années. Sa carrière a été livrée tout entière aux disputes de ses contemporains : tour à tour l'opinion publique lui a été fidèle et hostile. A la fin de sa vie, il semblait avoir perdu à la fois la cause qu'il défendait devant son pays et sa popularité.

Néanmoins, l'étranger qui pénètre dans l'Abbaye de Westminster, trouve, à côté des plus grands hommes d'État, la statue de Gladstone; qu'il ne croie pas que cet hommage posthume soit réservé à ce temple au

seuil duquel expirent les passions des vivants; à quelques pas de là, à la porte de la salle des séances de la Chambre des Communes se dresse une seconde statue élevée par ordre des députés, comme si elle avait été érigée à cette place pour montrer à tous ceux qui vont assister aux débats du Parlement que le gouvernement de l'Angleterre est réservé à ceux qui savent penser, parler et agir.

William Gladstone vint au monde à Liverpool, en pleine guerre contre l'Empire, en 1809. Quoique né en Angleterre, il était de race écossaise : il était fier de dire qu'il n'y avait pas une goutte de son sang qui ne vint d'Écosse. Son père était issu du Lanark; sa mère appartenait à une famille des « highlands ». A étudier sa généalogie, on croit lire une page de Walter Scott. Les Écossais n'hésitaient pas à dire que de cette origine il tirait ses plus brillantes qualités : cet éclat au service de la force, et surtout ce mélange de logique et d'imagination, alliance

rare chez les Anglais et qui faisait son charme.

Son père était de la race de ces grands négociants dont les entreprises hardies avaient servi partout d'avant-garde au drapeau anglais. Venu à Liverpool sans fortune, John Gladstone avait déployé sa capacité au cours de missions commerciales aux États-Unis; plus tard il avait rendu de grands services au gouvernement de Pitt, en faisant passer, au travers des corsaires, des convois de blé. Répandus sur toutes les mers, ses navires couraient les aventures : ils essayaient alors de forcer le blocus continental au grand profit des intérêts anglais d'accord avec la liberté du commerce. William Gladstone était tout enfant en 1812. Son plus lointain souvenir se rattachait à la politique. Les armateurs de Liverpool, très attachés au parti tory, avaient fait venir Georges Canning et l'éluèrent député : il était descendu chez John Gladstone : c'est d'une fenêtre qu'il harangua la foule, et l'enfant, qui avait été amené au balcon voisin, n'ou-

blia jamais ce spectacle. Il n'avait pas dix ans quand son père, élu député, alla rejoindre Canning à la Chambre des Communes. Deux années après, il était envoyé au collège d'Eton. Il devait y passer six ans et quatre ans à Oxford.

Le collège et l'université, distincts en fait; étaient unis comme deux chapitres du même livre. L'écolier et l'étudiant étaient de même race; la discipline s'y accommodait d'une liberté qui nous étonne; l'objet immédiat était de former non des savants mais des hommes, de garnir moins la mémoire que de mûrir le jugement, de créer entre les facultés un équilibre propre à faire naître cette qualité qu'aucune ne remplace : le bon sens; les exercices très divers, les jeux, les courses en pleine campagne dans une indépendance presque absolue n'étaient que les moyens de développer de bonne heure des qualités d'initiative et cette responsabilité qui est le secret de l'éducation pour les enfants comme pour les peuples.

L'intelligence de William Gladstone était très précoce, son imagination d'enfant avait été surexcitée par ses lectures : les *Mille et une Nuits*, les Chroniques de Froissart, et surtout les romans de Walter Scott avaient éveillé son esprit. La curiosité dominait en lui; ses études nouvelles l'attirent; tout l'intéresse. Les amitiés de toute sa vie se forment. Il s'attache à cette maison qu'il appellera : « la Reine des Écoles ». Il y voit venir les anciens dont le nom est devenu illustre. Les débats du Parlement ont leur écho dans les prairies d'Eton; on suit les luttes de Canning et de Brougham; nul écolier n'oubliera le jour où en 1823 les deux rivaux, présents à la fête annuelle, ont fait taire leur querelle et émus par les souvenirs de leur vieux collègue se sont tendu la main, en se réconciliant pour une journée.

A seize ans, il entrait dans une de ces réunions oratoires où se débattaient des questions d'histoire et de littérature; elle était menacée de périr, il la relève; dès son

discours de début, l'émotion et l'émulation s'emparent de ses amis; pour la première fois, ses camarades parlent de leur admiration. William Gladstone s'était senti orateur.

Il ne se contente pas de ranimer les discussions. Il était interdit de choisir un sujet qui ne remontât pas au delà de cinquante ans. Il rassemble ses amis, en dehors de la société, dans un nouveau local, pour discuter les questions qui divisaient ses contemporains : la politique de Pitt et de Fox, l'émancipation des catholiques et le libre-échange.

Dans ces luttes de la parole, nul ne lui contestait le premier rang. Son esprit s'ouvrait en toutes les directions. Il prit l'initiative de ressusciter une revue qui avait jadis paru à Eton, il en dirigea la publication; les fascicules se vendaient à Windsor et jusqu'à Londres et telle était sa facilité d'improvisation qu'un numéro, composé d'articles en prose et en vers, fut tout entier rédigé par lui.

Aussi sa réputation l'avait-elle devancé lorsqu'en janvier 1828, à dix-huit ans, il était admis à Christ-Church et inscrit sur les registres de l'Université d'Oxford.

Tout ce qu'il avait vu à Eton, il allait le retrouver dans d'autres proportions : les études ne l'absorbaient pas davantage, mais elles étaient plus élevées, l'ordonnance des heures était plus libre, les rapports entre étudiants ressemblaient davantage aux relations sociales, l'association, la parole, les délibérations formaient un apprentissage plus actif et plus direct de la vie. Chercher en une Université anglaise un programme d'études scientifiques, c'est peine perdue ; mais ce qui est unique à Oxford, c'est l'atmosphère mentale et morale qui entoure la jeunesse, qu'elle respire et qui la pénètre : attachement passionné aux anciennes institutions du pays, mépris de toute innovation téméraire, vénération pour tout ce qui est traditionnel, la royauté, l'église orthodoxe, le Parlement, tels étaient les objets d'un res-

pect religieux qui faisait alors d'Oxford une sorte de séminaire de théologie et de politique. L'Université ne se proposait pas d'autre but : elle avait charge d'élever les jeunes tories destinés à gouverner l'Angleterre¹.

A dix-neuf ans, William Gladstone était reçu dans la société où se discutaient toutes les questions qui passionnaient les esprits : il s'y rencontrait avec Manning devenu son ami² et partageait avec lui les triomphes d'un talent oratoire que leurs auditeurs accueillait avec enthousiasme. « Il y avait alors parmi nous, dit un futur chancelier d'Angleterre³, un homme qui semblait destiné à devenir l'égal des plus grands hommes qui aient jamais honoré le Parlement et quand je mesure le chemin parcouru, je

1. Christ-Church se vante d'avoir donné à l'Angleterre au XIX^e siècle, 8 premiers ministres : Grenville et Liverpool, Canning et Palmerston, Derby et Gladstone, Salisbury et Rosebery.

2. Roundell Palmer, devenu lord Selborne.

vois avec joie qu'il a tenu ses promesses. » Ce n'était pas seulement la mise en action de ces dons naturels, qui font prévoir l'orateur, l'impression que causent une voix forte, une belle prestance, un accent de sincérité, ce n'était pas l'effet toujours assuré d'une élocution facile, mais le résultat d'un travail personnel qui faisait de chaque discours une œuvre achevée : la solidité était égale à l'éclat.

Il interrompit à peine ses succès oratoires pour préparer ses examens et, à la fin de 1834, il était proclamé parmi les premiers à la fois dans l'ordre des lettres et dans l'ordre des mathématiques, rencontre rare qui donne lieu à la plus haute distinction que l'Université puisse conférer. Le premier usage qu'il fit de sa liberté fut de demander à son père de le laisser entrer dans l'Église. John Gladstone refusa : il le destinait à la politique et l'envoya voyager sur le continent. Ce fut en Italie qu'en juin 1832 il reçut l'offre de se présenter aux

électeurs de Newark. Un de ses amis d'Oxford, lord Lincoln, fils du duc de Newcastle, avait entretenu son père des débuts de William Gladstone. La campagne électorale se prolongea trois mois, elle fut rude. Les 4 500 électeurs se partagèrent et Gladstone l'emporta, au scrutin, de quelques voix. En le présentant aux électeurs et en le soutenant de son influence, le duc de Newcastle avait donné à l'armée conservatrice une brillante recrue. C'est ainsi que les partis enrôlaient, au sortir de l'Université, l'élite des intelligences, convaincus que, pour le jeu des institutions parlementaires comme pour tout ce qui touche au gouvernement, ce qu'il y a de pis c'est la médiocrité. Pour le Parlement, ni la forme de ce choix, ni le jeune âge de l'élu n'étaient une surprise : Fox y était entré à vingt ans ; Pitt à vingt et un ; Georges Canning à vingt-deux ; Macaulay et Robert Peel à vingt et un ans. William Gladstone n'avait pas vingt-trois ans quand le bourg de Newark l'envoya à la

Chambre des Communes. Assurément nul ne peut défendre en principe les bourgs pourris, mais on comprend que le pays éprouvât quelque indulgence envers un abus auquel il devait la présence de tels hommes dans l'assemblée de ses représentants.

A l'heure où William Gladstone entrait à Westminster, il trouvait son parti en pleine crise. Les conservateurs qui avaient gouverné pendant quarante-quatre ans l'Angleterre, venaient de perdre le pouvoir. Les tories n'étaient pas encore remis de cette secousse : les uns, pleins du souvenir des guerres contre l'Empire, entendaient demeurer fidèles à la politique de Pitt et de Castlereagh, croyaient que le gouvernement lui appartenait et accusaient les libéraux de préparer la révolution. Ils étaient restés attachés à la Sainte-Alliance et au Congrès de Vienne; ils refusaient tous droits aux catholiques et défendaient le tarif d'importation sur les blés qui protégeait leurs revenus agricoles. Les autres, plus jeunes, quoi-

que non moins attachés à la tradition, montraient un esprit plus ouvert. Dès 1826, à Eton, William Gladstone et ses amis réclamaient la libération de la Grèce, étaient favorables aux doléances des catholiques et appelaient de leurs vœux la concurrence commerciale. A ces frémissements de la jeunesse répondait la politique de Canning, qui était né dans le parti conservateur, qui y avait grandi, avait dirigé la politique extérieure du cabinet tory en la dégageant des vieilles alliances et allait s'affranchir lui-même des exigences et des préjugés des siens, lorsque la mort l'avait surpris, enlevant au Parlement un des hommes d'État dont le talent supérieur fait d'intelligence et de charme avait captivé l'Angleterre. Il disparut, mais telle était la force intime dont il avait deviné l'expansion que, moins de deux ans après sa mort, sa politique était reprise par un des orateurs les plus considérables, un des caractères les plus purs, dont l'Angleterre ait eu à se glorifier.

C'est devant vous, messieurs, que M. Guizot s'est plu à exposer la vie de sir Robert Peel, à raconter comment il était né au milieu des tories, les gages qu'il avait donnés à son parti, à rappeler le rare talent de l'orateur et les vues profondes de l'homme d'État. Il vous a montré avec quel art suprême, Peel, maître de plier la Chambre à ses volontés, avait fait voter la loi d'émancipation et laissé passer la réforme électorale, donnant ainsi aux politiques de l'avenir le premier exemple de conservateurs accomplissant en pleine possession du pouvoir, sans danger pour la Constitution, les réformes que des partis plus avancés et faisant appel aux passions semblaient incapables de réaliser sans troubler l'État.

Dans le Parlement qui suivit la réforme, la majorité appartenait aux whigs. Les débuts d'un jeune tory y étaient difficiles. Il se trouva que W. Gladstone dut prendre la parole pour défendre la cause la plus impopulaire. Son père, propriétaire aux colonies

de plantations de cannes à sucre, fut attaqué directement au cours de la discussion d'un bill sur l'abolition de l'esclavage. William se leva sur-le-champ. Le premier discours du nouveau député, objet habituel de tant de préparation, dut être improvisé : l'étendue de ses connaissances, l'étude des faits, leur précision, l'aisance dans le maniement des chiffres frappèrent les auditeurs ; l'orateur fut habile, fit appel à une protection plus efficace de la vie des ouvriers, à l'évangélisation des esclaves dont il souhaitait l'avènement à la dignité d'hommes libres : en résumé, il eut l'art de défendre les planteurs, sans défendre un instant l'esclavage.

L'impression fut très vive. Quelques jours plus tard, un membre du cabinet whig, le futur lord Derby, bon juge en la matière, n'hésitait pas à le louer : « Je tiens à dire que je n'ai jamais écouté un discours avec un plus grand plaisir. Le fait a été exposé et discuté avec une modération, une habileté et une loyauté qui peuvent être citées comme

un modèle et servir de leçon à beaucoup de membres de la Chambre plus âgés que l'orateur. »

Ce succès ne l'enivra point; loin de se prodiguer, il ne parla que deux ou trois fois dans le cours des deux sessions de 1833 et de 1834; c'était assez pour montrer qu'il partageait toutes les ardeurs des tories dont il était l'espoir. Sir Robert Peel qui, en vrai chef de parti, était à l'affût des jeunes talents, ne le perdait pas de vue; les succès de ce jeune homme, la veille encore étudiant d'Oxford, lui rappelaient sa jeunesse et comment, en 1810, M. Perceval l'avait nommé, à vingt-deux ans, sous-secrétaire d'État aux Colonies. Le jour où, pour la première fois, sir Robert Peel fut chargé de former un cabinet, il appela William Gladstone et le nomma au poste qu'il avait naguère occupé, jugeant qu'il ne pouvait lui donner un témoignage plus éclatant de son estime et de ses espérances.

Gladstone avait à peine vingt-quatre ans,

lorsqu'il fut ainsi chargé de représenter à la Chambre des Communes, le ministère des Colonies dont lord Aberdeen, titulaire du portefeuille, défendait la politique à la Chambre haute. Ainsi les deux chefs qui protégeaient ses débuts étaient les deux hommes d'État dont le Parlement anglais était alors le plus fier.

William Gladstone n'avait pas seulement un grand talent de parole, il avait tous les dons extérieurs qui séduisent les hommes : il avait grand air; sa taille était haute et bien prise, et cependant son abord facile attirait et retenait. Ses yeux clairs et brillants, son regard droit, ses sourcils froncés et épais, ses traits fins et son front large, donnaient à son visage une expression de grâce sans mièvrerie, où se rencontraient à un degré rare la distinction et l'intelligence qui sont la beauté de l'homme. Sa voix mélodieuse et bien timbrée avait autant de séduction que de force; ses gestes étaient naturels et simples, comme son style et sa pensée.

Tels étaient la netteté de son élocution, l'heureux enchaînement de son discours que ses auditeurs, pénétrés peu à peu, charmés et entraînés, le suivaient sans se lasser. Il avait le secret de la clarté et ses discours d'affaires se lisent avec le plaisir que donne à l'esprit une découverte : il possédait l'art d'illuminer une question obscure, comme si un jet de lumière y avait été projeté. On pressentait les qualités qui, vingt ans plus tard, devaient rendre célèbres ses exposés de budget.

Il avait déjà toutes ces qualités le jour où, en 1835, il présenta son premier bill destiné à protéger la santé et la vie des émigrants : le sous-secrétaire d'État montra qu'en 1832, plus de 51 000 émigrants étaient embarqués dans les ports anglais pour le Canada et que, faute de soins, la mortalité, pendant les traversées alors fort longues, avait été terrible. Son succès fut éclatant et justifia le choix du premier ministre.

Quelques jours plus tard, Gladstone des-

cendit de nouveau dans la lice : il luttait contre John Russell qui demandait l'application à l'instruction publique de l'excédent des revenus de l'Église anglicane en Irlande; il soutint, avec tout son parti, qu'en abaissant l'Église établie, en rompant le lien qui l'attachait à l'État, on enlevait au gouvernement ce qui faisait sa grandeur et sa noblesse : c'était l'antique doctrine de l'intime alliance du protestantisme et de la couronne d'Angleterre : les tories lui étaient fidèles. Le cabinet, dont tous les membres avaient combattu la motion Russell, fut battu et Gladstone rentra dans l'opposition, à la suite de sir Robert Peel.

Il y a des temps où le devoir d'une opposition est d'émouvoir les esprits, de parler aux électeurs, d'agiter les foules. Celle que dirigeait Peel et que soutenait Gladstone n'avait aucune de ces ambitions bruyantes. La réforme de 1832 avait ajouté aux 400 000 électeurs censitaires 400 000 électeurs nouveaux. Ce n'était pas en inflam-

mant leurs ardeurs que se ferait leur éducation : il s'agissait d'éveiller et de mûrir leur bon sens. Gladstone et ses amis ne voulaient reconquérir le pouvoir qu'en méritant l'estime. Ainsi lord Melbourne, à la tête du ministère, Peel dans l'opposition, déployaient, sans violence, ni corruption, toutes les qualités les plus propres à apaiser les esprits et à honorer le long règne qui allait donner à l'Angleterre soixante ans de prospérité. M. Gladstone, jugeant, dans sa vieillesse, l'histoire de son temps, dira qu'il y eut peu de périodes plus honnêtes, plus prospères, où se fit sentir plus fortement la croissance de tout ce qui fait la force d'une nation.

En dehors du Parlement, il prenait une part personnelle à l'action sous toutes ses formes : il fondait avec Roundell Palmer une société pour l'envoi de missions anglicanes dans le Haut-Canada. Très préoccupé de la nécessité de développer l'instruction primaire dans les classes pauvres, frappé de l'état défectueux des écoles de paroisse, il

tenta avec Wilberforce, le futur évêque d'Oxford, une réforme complète des petites écoles¹. En même temps, il fait partie d'une société pour l'extinction de l'esclavage en Afrique. Des comités sont constitués pour étudier l'état des colonies et la situation des indigènes dans l'Afrique du Sud ou en Nouvelle-Zélande : il y apporte autant de souci des droits de l'humanité que des privilèges de la couronne. Il ne perd pas une occasion d'exposer à ses électeurs la direction de la politique et quand, après ces manifestations si variées de son activité, il revient à la Chambre des Communes, c'est moins pour faire parler de lui que pour écouter et soutenir son parti dans de rares interventions ; il cherchait déjà, sans la trouver, la solution du problème irlandais, et en combattant

1. Mme Austin écrivait à M. Victor Cousin le 31 décembre 1838 : « De jeunes tories entreprennent une réforme complète des écoles de paroisses. L'homme qui est à la tête du mouvement est M. Gladstone, membre du Parlement, qui est tenu pour le successeur probable de Peel, comme leader des tories. »

O'Connell, se demandait comment pouvaient être comprimées les ardeurs révolutionnaires de l'Irlande.

Il se sentait de plus en plus attiré vers l'étude des questions religieuses. Sa foi très profonde et ses opinions politiques s'accordaient pour faire à ses yeux de l'Église protestante d'Angleterre le fondement même de la Constitution. Ni ses actes, ni ses discours ne lui paraissaient un suffisant témoignage de ses convictions. Il consacra un livre à « l'État dans ses relations avec l'Église ». C'était une aspiration idéale vers une alliance intime entre les forces religieuses et politiques unies dans le sein de l'Église anglicane pour le plus grand profit de la Constitution : il annonçait le prochain réveil et l'expansion de l'Église établie; il se trompait : il dira plus tard : « J'étais le dernier vivant d'un navire qui sombrait. Toute la direction de la politique allait en sens contraire. » Le jour où il constatera que les sectes dissidentes ont une part de vie, que l'unité n'a aucune

chance de prévaloir, il renoncera à ses espérances pour chercher les garanties du respect de la conscience, non dans la puissance de l'État, mais dans la liberté. En 1838, ce livre produisit une vive émotion : tous ceux que préoccupaient les problèmes religieux, et leur nombre était considérable, tournèrent les yeux vers ce jeune homme qui, à la veille de voir satisfaites les plus hautes ambitions, avait le courage d'écrire un ouvrage d'une telle portée. Sa réputation, déjà faite dans le Parlement, gagna l'Angleterre.

Il avait vingt-neuf ans. En sept années, il avait acquis tout ce que peut donner la vie publique.

A l'automne de 1838, il partit pour l'Italie : il allait y chercher le repos; il y trouva le bonheur et celle qui allait compléter sa vie, une femme supérieure qui devait mettre son honneur et son ambition à se montrer fière de partager les péripéties de sa longue carrière, ses épreuves aussi bien que ses triomphes.

Son frère, sir Stephen Glynne, avait été l'ami de William Gladstone à Eton et à Oxford; peu de temps après la sortie de l'Université, Catherine Glynne avait vu sa mère recevoir le jeune membre de la Chambre des Communes dans ce domaine patrimonial d'Hawarden où elle avait été élevée; ils s'étaient retrouvés sur les routes d'Italie, avaient visité Naples ensemble, puis avaient séjourné à Rome; il y passa trois mois, étudiant les antiquités chrétiennes avec Manning, rencontrant pour la première fois Macaulay et, au milieu de ces fêtes de l'art et de l'intelligence, éprouvant avec de plus douces émotions ces éveils intimes du cœur qui devaient à jamais attacher le fond de son âme aux souvenirs d'Italie. Les fiançailles eurent lieu dans le cours de l'hiver et le mariage fut célébré en juillet à Hawarden, au milieu d'une foule d'amis, de fermiers et de paysans attachés depuis des siècles à la terre des Glynne.

Celle qui, à partir de 1839, allait, pendant

près de soixante ans, prendre part à tous les actes de la vie de M. Gladstone, l'accompagner dans toutes les réunions publiques où il prendrait la parole, avait dans le sang le respect de l'activité politique; elle appartenait à une race qui avait donné à l'Angleterre plusieurs premiers ministres : arrière-petite-fille du premier Grenville, petite-nièce de lord Grenville, sa grand'tante avait épousé lord Chatham et sa mère était cousine de Pitt : elle était de ces natures d'élite qui, ayant été élevées avec le sentiment du devoir public, n'hésitent jamais lorsque aux heures de doute, il y a une décision à prendre, une responsabilité à accepter, un conseil d'énergie à donner. Leur mutuelle affection ne cessa de croître : ils marchaient ensemble, du même pas, dans la même voie. C'était l'accord entier de deux âmes ayant le même idéal.

Ainsi secondé, il ne ralentit ni ses études, ni ses efforts. Le nombre assez restreint des discussions dans lesquelles il intervint

en 1840 et 1841 ne donne nullement la mesure de ses travaux; il amassait pour l'avenir.

La crise décisive que prévoyait l'Angleterre s'approchait. La lutte entre les intérêts commerciaux et les intérêts agricoles touchait à son terme. Cobden et ses amis avaient remué l'Angleterre. Les vieux tories étaient consternés; le ministère whig demeurerait inerte; il n'y avait dans la Chambre qu'un homme, sir Robert Peel, qu'un parti, celui qu'il avait créé, qui pût prendre les affaires et montrer assez d'intelligence et de courage pour opérer les transformations nécessaires.

En septembre 1841, sir Robert Peel formant son ministère appelait Gladstone à la vice-présidence du bureau du Commerce, puis peu après à la présidence, avec un siège dans le cabinet.

A l'heure où il s'agissait de changer le régime douanier, la mission était très lourde. Le chef du ministère avait besoin

d'un premier lieutenant : c'est le rôle qu'il destinait à M. Gladstone. Pendant plus de six mois, ils se livrèrent à un travail colossal, œuvre d'analyse et de détails, que préparait le plus jeune des collaborateurs, au milieu des embarras, des sollicitations, du soulèvement de tous les intérêts privés. Tout connaître, pénétrer dans les secrets de chaque industrie, faire les comptes des commerces spéciaux, se mettre en garde contre les faux calculs, répondre aux démarches, calmer les alarmes, voir clair dans ce dédale, et de plus faire tout comprendre à sir Robert qui ne voulait rien ignorer, voilà la tâche accomplie.

On raconte qu'après six mois de collaboration, Peel émerveillé aurait dit : « Voilà un futur premier ministre. » Il voulut lui donner un témoignage public : le jour où le chef du cabinet allait faire l'exposé de la réforme douanière, il prit le dossier des mains de Gladstone comme pour montrer à la Chambre quelle aide il lui devait.

Douze cents articles, avant la réforme, étaient chargés de droits ou entièrement prohibés. Les droits furent réduits ou supprimés sur sept cent cinquante. Le but que le ministre n'avait cessé de poursuivre était la plus grande réduction possible des droits qui pesaient sur les matières premières et les denrées alimentaires. Peel et Gladstone étaient convaincus que cette politique suivie avec persévérance, ayant pour effet d'abaisser le prix de revient, donnerait à l'industrie et au commerce anglais un essor extraordinaire. C'était une révolution qui allait ouvrir une ère de prospérité sans précédents. La discussion fut longue; le principe était acquis, mais les articles donnèrent lieu en comité à des débats techniques soutenus avec acharnement. M. Gladstone dut prendre plus de cent fois la parole, étonnant la Chambre par la variété et la précision de ses connaissances, paraissant aussi compétent sur le prix des laines que sur la pêche des poissons, sur le tissage que sur le commerce des bois.

Une année de travail si intense avait mûri sa pensée. Il éprouva le besoin de résumer le fruit de ses méditations, et écrivit sur la politique commerciale un article qui marque une date dans le progrès de ses idées. La production manufacturière et le commerce sont, à ses yeux, la destinée forcée et la vie de l'Angleterre; il établit que ses compatriotes feraient fausse route s'ils se lançaient dans la guerre des tarifs, désastreuse pour tous. Que doit faire la nation qui importe le plus de matières premières, qui vend le plus de produits manufacturés, qui est la plus riche, la plus industrielle du monde? Elle doit faciliter par tous les moyens les importations de ces matières premières qui sont la vie de l'industrie.

Il ne se contente pas de donner des conseils fondés sur les chiffres; sa pensée s'élève plus haut. Il craint que ses compatriotes ne perdent de vue la vraie cause de leur richesse. « La grandeur matérielle de l'Angleterre, dit-il, vient de sa force sociale

et religieuse, de la puissance et de l'intégrité de son caractère individuel. Espérons que ces qualités ne déclineront pas. On parle de notre position géographique, mais ceci ne peut pas faire à soi seul une grande nation industrielle. — Il y a notre richesse minérale; d'autres possèdent des mines de houille. — Il y a notre capital, le fruit accumulé de notre travail. Pourquoi excède-t-il le capital des autres nations, si ce n'est parce que nous avons travaillé davantage? — Il y a nos inventions. Elles ne sont pas tombées du ciel, et expriment ce qu'a été notre puissance de réflexion. — Il y a la créature de Dieu, l'homme tel qu'il a été créé dans cette île, qui est la cause active de la prééminence commerciale de ce pays, et qui demeurera cette cause, s'il ne s'abandonne pas, s'il ne laisse pas se produire une dégénérescence. »

Plus il acquiert d'autorité sur la Chambre, et plus il affirme la politique libérale. Un acte de 1696 interdisait l'exportation des machines. Il propose, au nom du Gouver-

nement, de l'autoriser. A ceux qui protestent, il répond : « La question n'est pas de savoir si l'Angleterre peut essayer de conserver un secret de machine, mais de savoir si elle doit devenir le grand atelier de construction de machines du monde. »

L'ambition, qui est une vertu ou un vice, suivant le but qu'elle poursuit, était tempérée chez M. Gladstone par des scrupules de conscience. En dehors de la vie publique que nous avons entrepris de raconter, il y avait au fond de son âme une région cachée dans laquelle était conçu et se développait tout un ordre de sentiments qui influaient sur sa pensée et préparaient ses actes; c'était une sorte de conseil secret, aux délibérations duquel il soumettait ses pensées, n'exécutant rien qui n'eût été examiné et approuvé. Il y trouvait un point d'appui et une force incomparables. Tous ceux qui méritent le nom d'homme réfléchissent avant d'agir; M. Gladstone ne se contentait pas de peser la valeur politique de ses actes en y appli-

quant sa puissance de jugement, et en l'éclairant de ses prévisions ; il les soumettait, en outre, à ce tribunal intime où, devant Dieu, le bien et le mal sont calculés suivant des mesures que le vulgaire ne connaît pas. Il se retirait alors en lui-même, demandant à la prière de lui donner le sens vrai de la justice, et sortant de ces méditations avec des résolutions que rien n'ébranlait plus, et que ses contemporains avaient parfois quelque peine à s'expliquer.

En 1845, ses amis ne comprirent pas pourquoi il se retirait du cabinet Peel ; il venait de travailler à la plus grande œuvre de réforme commerciale, il la poursuivait en pleine union avec son chef ; son influence grandissait de jour en jour. Rien ne l'arrêta, à l'heure où il lui parut que son désaveu d'une doctrine qu'il avait soutenue pourrait sembler une abdication de son indépendance. Pour apaiser les irritations de l'Irlande, Peel s'était décidé à proposer l'élévation sensible de la subvention accordée au col-

lège catholique de Maynooth. Gladstone avait jadis écrit et parlé contre la subvention. Demeurer ministre, c'était changer d'avis par ordre. Il n'avait aucune répugnance à reconnaître qu'il s'était trompé, mais il voulait manifester spontanément ses convictions nouvelles ; affranchi de la discipline ministérielle, puis, rentré dans les rangs de son parti, assuré que sa conversion ne semblait pas intéressée, sans bruit et en pleine liberté de sa pensée, il vota en faveur de la subvention que proposait Peel.

Il importe peu que, au milieu du feu de l'action, de tels actes ne soient pas compris. Ce sont eux qui accentuent les traits d'un caractère ; ce sont les lignes personnelles du portrait ; c'est le relief de la médaille.

L'Angleterre était alors divisée en deux camps. Les passions qui avaient accueilli les tarifs n'étaient rien auprès de celles que soulevait le rappel des lois sur les blés. La ligue que Cobden avait animée de ses ardeurs avait provoqué dans tout le royaume l'adhé-

sion du commerce et de l'industrie. Les intérêts agricoles si puissants par le nombre dans les pays où, par une heureuse fortune, comme en France, la propriété de la terre est divisée, se trouvaient en Angleterre concentrés en un petit nombre de possesseurs dont les avantages ne se confondaient pas dès lors avec l'intérêt public. Les producteurs de blé étaient peu nombreux, tandis que les consommateurs comprenaient la presque universalité des habitants. Le sort de la campagne ne pouvait faire doute. Le grand homme d'État qui gouvernait la majorité, cacha longtemps ses desseins, voulant laisser l'opinion maîtresse de décider ce qui convenait aux intérêts de l'Angleterre. A la fin de 1845, son parti fut arrêté : il reconstitua son cabinet en vue d'affranchir de tous droits le commerce des blés. M. Gladstone y entra comme ministre des Colonies et prit part à toutes les décisions du ministère.

Le cabinet de Robert Peel, qui avait gouverné pendant cinq ans avec sagesse et en

pleine paix l'Angleterre, ayant été renversé, les élections de 1847 rendirent à Gladstone le siège que le mécontentement des électeurs ruraux lui avait enlevé. Ce fut l'Université d'Oxford qui eut l'honneur de lui rouvrir les portes de la Chambre. Remontant au xvi^e siècle, le privilège d'envoyer des députés à Westminster a été maintenu aux Universités à travers toutes les réformes électorales. Ainsi l'Université fait partie du corps politique et peut faire rentrer à la Chambre les intelligences les plus hautes qu'en aurait exclues le caprice du suffrage populaire. Mais en échange de ses faveurs, l'Université prétend exercer une étroite tutelle : elle nommait un conservateur et n'entendait pas élire un libéral.

M. Gladstone n'était plus un tory; il appartenait résolument au nouveau parti conservateur que le plus grand homme d'État que l'Angleterre ait eu au xix^e siècle avait rajeuni, en l'animant de son esprit profond et ouvert. Il y trouvait ce respect illimité de

la justice qui formait le fond de ses convictions. La politique, sous un tel chef, était une œuvre d'absolue sincérité; Gladstone haïssait tout ce qui était théâtral et apprêté; le charlatanisme à l'égard des foules était à ses yeux un moyen de gouvernement aussi méprisable que le mensonge entre les hommes.

Il avait, sur le rôle de l'Angleterre dans le monde, des convictions très arrêtées. Si on veut comprendre le caractère anglais, il ne faut pas perdre de vue que pacifique par raison, il est belliqueux par nature. Les nations, comme les hommes, ont un ensemble de qualités et de défauts qui, dans les temps de calme, se compensent et se contiennent mutuellement. Aux heures d'émotion, l'équilibre est rompu. Toutes les qualités des Anglo-Saxons les poussent vers la paix, tous leurs défauts vers la guerre. S'il est vrai que nous devons bien moins à notre origine latine et à nos traditions monarchiques qu'à nos souvenirs de la Révolution,

du Consulat et de l'Empire, les périodiques retours des aspirations césariennes, c'est également aux guerres contre Napoléon, à l'échec du camp de Boulogne et du blocus continental, à l'inviolabilité de leur île que les Anglais depuis un siècle doivent cette infatuation que donne trop souvent aux victorieux la fortune. Le cabinet Russell avait un ministre des Affaires étrangères qui personnifiait ces tendances hautaines. Froid dans les négociations, railleur dans sa parole, persuadé que l'Angleterre avait le droit de régenter les affaires du monde, prêt à se mêler de tout, publiquement ou par intrigue, à grossir le moindre incident pour se faire valoir et donner à penser que sa susceptibilité était la gardienne de l'honneur national, Palmerston pratiquait une politique de provocation, persuadé que, s'il y avait un conflit, il saurait soulever l'opinion, en réveillant l'orgueil du lion britannique.

Contre cette diplomatie imprudente qui menait droit aux aventures se dressait

M. Gladstone. La paix était, à ses yeux, la condition même de la civilisation. Plus une nation était grande et forte et plus elle devait donner l'exemple de la justice. La politique de querelle aboutissant à des interventions étourdiment entreprises et mal conduites n'était pas seulement une charge ruineuse pour les finances de l'État, mais le plus sûr moyen de faire haïr en tous lieux le drapeau anglais. Il détestait surtout les leçons oratoires prodiguées aux nations étrangères sous les formes les plus impertinentes et blâmait le langage d'un ministre qui, pendant l'année 1848, semblait fier d'avoir eu la main dans toutes les révolutions du continent.

Un incident combla la mesure : La Grèce ayant tardé à payer une indemnité qu'elle devait à un Maltais, la flotte anglaise parut devant le Pirée et saisit les vaisseaux grecs. Un grand débat s'ouvrit devant le Parlement. Palmerston défendit sa politique avec passion et termina un discours de cinq heures par cette affirmation demeurée fameuse qu'en

tous lieux de l'univers, un sujet britannique, assuré que le regard et le bras de l'Angleterre le protège, pourrait s'écrier comme dans les temps de la domination romaine : *Civis romanus sum*.

M. Gladstone lui répondit. Son discours est tenu pour un des plus beaux qu'il ait prononcés.

« L'allusion au citoyen romain, dit-il, a été le triomphe de lord Palmerston. Qu'était-ce donc qu'un citoyen romain ? Il appartenait à une race conquérante, à une nation qui tenait toutes les autres écrasées sous le poids de sa domination. En sa faveur, existait un droit exceptionnel. En sa faveur, existaient des privilèges qui étaient refusés au reste du monde. Le ministre qui nous gouverne entend-il ainsi les relations qui doivent exister entre l'Angleterre et les autres pays ? Place-t-il l'Angleterre sur un pavois au-dessus de toutes les autres nations ? Son langage prouve jusqu'à l'évidence que cette notion trouble son cerveau. Il adopte assurément

cette conception vaine que nous avons pour mission d'être les censeurs de vice et de folie, d'abus et de fautes des autres nations du monde; que nous sommes les maîtres d'école de l'univers et que tous ceux qui hésitent à reconnaître la légitimité de notre fonction sont inspirés contre nous d'une injuste animosité qui leur vaut les leçons de notre diplomatie. Assurément si le talent d'un diplomate consiste à faire naître les conflits, à les envenimer, à multiplier les défis, à lancer à tout propos des provocations, et, comme dans les tournois d'autrefois, à faire mordre la poussière au plus grand nombre d'adversaires, je vote pour que le noble lord soit ministre des Affaires étrangères à vie. »

Après avoir montré l'œuvre du véritable diplomate, sa mission qui consiste à concilier la paix avec la dignité des nations, et à appliquer cette loi de civilisation que résume le droit des gens, il arrive à des déclarations qui, si elles sont mesurées au courage qu'elles exigent, sont parmi les plus

belles qu'aient fait entendre un homme public : « Quel est le défaut, quelle est la faiblesse du caractère anglais, aussi bien comme nation que comme individu? Examinez l'Anglais en voyage, alors qu'il est en contact avec des hommes d'autres pays : les étrangers sont froissés de son excessif amour-propre, de sa répulsion à tenir compte des sentiments, des coutumes, des idées des autres. Ce sont ces mêmes défauts qui apparaissent dans la politique étrangère de notre ministre. Je blâme cette politique parce que j'affirme qu'elle encourage les défauts de notre caractère national. » (27 juin 1850.)

Le jour où Palmerston, devenu premier ministre, mit en mouvement toute la diplomatie anglaise pour faire avorter la grande œuvre à laquelle M. de Lesseps attachait le nom de la France, M. Gladstone fit entendre une éloquente protestation : « Nous ne devons pas nous montrer jaloux, disait-il, il n'est pas un homme sensé qui puisse regarder la carte du monde et nier que le canal à travers

l'isthme de Suez, s'il est jamais percé, sera un grand pas accompli vers le progrès de l'humanité. Ne faisons pas naître l'opinion que la Grande-Bretagne a besoin pour se maintenir en Asie, de s'opposer à des mesures qui sont avantageuses aux intérêts généraux de l'Europe. Ne laissons pas supposer que nos intérêts sont en contradiction avec ceux du monde civilisé; ce préjugé, s'il se répandait, serait un coup plus terrible pour notre prestige que dix révoltes de l'Inde. » (14 août 1857.) Et, l'année suivante, retrouvant sur son chemin la même politique, il soutenait que l'Angleterre ne devait pas se servir de son influence pour déterminer le Sultan à refuser sa sanction au projet de canal. (Juillet 1858.)

En s'attachant à repousser l'accusation d'égoïsme que les autres nations faisaient peser sur la politique anglaise, M. Gladstone montrait l'élévation croissante de son esprit: c'est en le voyant aux prises avec les problèmes religieux qu'on peut surtout mesu-

rer les progrès de sa pensée. Les liens qu'une récente adoption avait noués entre lui et Oxford, ne l'empêchèrent pas de voter quelques mois après son élection une nouvelle extension des droits des catholiques. Il s'agissait de lever l'exclusion qui, depuis le xvi^e siècle, frappait les moines. « Si vous m'affirmez, dit-il, que par leur activité religieuse ils sont plus dangereux que le clergé séculier, je vous répondrai que c'est possible; mais, que ce soit vrai ou non, nous n'avons aucun droit de tirer de leur activité religieuse supérieure un motif de les exclure du territoire anglais. » (8 décembre 1847.) Deux jours plus tard, le cabinet proposait l'admission des Juifs au parlement. Or, l'Université d'Oxford venait de signer une pétition pour s'y opposer. Tout autre aurait gardé le silence.

M. Gladstone crut de son devoir de parler, expliqua les relations entre l'électeur et l'élu, l'indépendance du député et les raisons qui, peu à peu, devaient faire tomber les exclu-

sions fondées sur des incapacités confessionnelles. (10 décembre 1847.)

Tous ses discours, tous ses écrits attestaient l'évolution de son esprit. Le réveil du sentiment religieux, ce qu'on a appelé le mouvement d'Oxford, avait attiré toutes ses sympathies. Il y avait vu, « une régénération de l'Église d'Angleterre, ne reconquérant pas seulement le terrain perdu, mais qui s'étendrait de toutes parts, grâce à un clergé transformé, à des laïques en pleine activité, ranimerait la foi et recueillerait tous les dissidents qu'avait éloignés, non sa doctrine, mais l'infirmité de ses ministres, pasteurs ayant délaissé leurs troupeaux. » Toutes ces espérances s'étaient évanouies : de ce groupe ardent la moitié était allée à Rome, une autre partie au rationalisme et cet homme de foi, au lieu de chercher dans les dissidences un motif de contrainte, était arrivé à force de respect pour la foi des autres, à se faire le champion de la liberté religieuse.

Un jour vint où il crut nécessaire de tenir ce langage à la Chambre des Communes. Une étrange panique s'était emparée tout d'un coup de l'Angleterre, à la nouvelle que le Pape avait promulgué une division épiscopale de la Grande-Bretagne. L'émotion fut telle que le cabinet crut devoir présenter comme réponse un projet sur les titres ecclésiastiques. M. Gladstone attaqua le bill : il montra le danger de faire croire à la religion qu'elle peut trouver un autre appui que la force spirituelle qui seule lui donne l'élan et la vie ; il soutint que la proposition du ministère était contraire au grand principe de la liberté religieuse qui était entré dans la législation de l'Angleterre et qu'elle ne manquerait pas, comme toute atteinte à cette liberté, de faire naître entre les sujets de la reine les pires motifs de discorde.

La situation parlementaire de M. Gladstone n'avait cessé de grandir. Depuis dix-huit ans qu'il était entré dans la politique, on l'avait vu se préparer à toutes les tâches.

Discours de principes et discours d'affaires avaient montré, sous le penseur attaché aux idées par les plus fortes convictions, l'homme pratique, l'administrateur sagace qui ne reculait devant aucune étude de détails pour exécuter ses plans. Il était prêt à tout; cette aptitude universelle qui, aux yeux de ses amis, était une force, servait de grief à ses adversaires : on vantait son talent que nul ne pouvait nier, on le disait ouvert à toutes les idées, mais disposé à toutes les évolutions, ayant plus d'éclat que de suite.

Les prodigieux succès qu'il obtint, comme chancelier de l'Échiquier, allaient faire taire toutes les critiques. Lorsque, à la fin de 1852, lord Aberdeen, avec les amis de Peel et les libéraux, forma un cabinet de coalition, il offrit les finances à celui qu'il n'avait cessé de suivre depuis 1834. M. Gladstone avait trouvé sa voie.

Le discours par lequel, avant la clôture de chaque exercice, le chancelier de l'Échiquier fait part à l'Angleterre de l'état de ses

finances ne ressemble en rien à l'exposé écrit que distribuent nos ministres. La solennité est tout autre. Dans un pays de commerçants, où celui qui préside la Chambre des Lords est assis sur un sac de laine, l'inventaire commercial de la Grande-Bretagne est le principal événement de l'année. On l'attend impatiemment; on essaye d'en prévoir les conclusions; le secret est gardé et quand vient le grand jour, la Chambre des Communes est envahie par la foule des députés assis ou debout. Ce sont des hommes pratiques qui s'intéressent aux résultats précis de l'affaire dont ils sont les commanditaires, les fournisseurs, les créanciers et suivant ses succès ou ses revers, les bénéficiaires ou les victimes.

Cette foule impatiente et intéressée était réunie le 18 avril 1853, d'autant plus avide d'apprendre les projets du nouveau chancelier, que les contribuables s'attendaient à leur grande joie, à être délivrés de l'*Income-tax* établi en 1842 pour dix années, et

qu'ils avaient hâte de savoir comment serait remplacé un revenu dont ils jugeaient la perception vexatoire et inquisitoriale.

M. Gladstone eut la hardiesse de proposer le maintien de l'impôt et il le fit avec une telle autorité, une telle puissance de talent qu'après son exposé, le doute n'était plus possible : il avait triomphé des préjugés populaires, converti l'opinion publique et assuré le vote du budget.

Il ne s'était pas contenté de rappeler comment Pitt, en créant l'*Income-tax*, avait rendu possible la lutte contre Napoléon, et assuré le salut de l'Angleterre; il montra Robert Peel ressuscitant cet impôt, et opérant la réforme des tarifs, grâce à cette machine de guerre devenue un instrument de paix. En le rattachant à la liberté commerciale, il justifiait l'impôt par la grandeur du but, il appelait à lui tous ceux qui avaient combattu pour cette grande cause. A l'heure où toute la politique de l'Angleterre était en jeu, qui aurait osé rabaisser le débat en lui

reprochant le mode de perception et ses défauts? Il était le premier à les reconnaître. Il en était trop frappé pour désirer que l'*Income-tax* fit partie d'un système régulier de recettes. « C'est, disait-il, une machine d'un pouvoir gigantesque destinée aux circonstances exceptionnelles; mais le public a le sentiment de son inégalité. L'inquisition, je le sais, entraîne les inconvénients les plus graves : les fraudes sont inévitables; elles sont un mal qu'on ne peut juger trop sévèrement. » M. Gladstone pensait que l'œuvre de transformation commerciale serait achevée en quelques années; il proposait un plan de prorogation embrassant sept années pendant lesquelles l'impôt de 7 deniers par livre subirait graduellement une diminution périodique. C'était un sacrifice au bien public, sacrifice temporaire que ne refuseraient ni la sagesse de la Chambre, ni la résignation du peuple.

Tout ce que le chancelier de l'Échiquier annonçait ce jour-là à ses auditeurs était

fait pour leur déplaire : ils espéraient un dégrèvement; on leur offrait l'impôt qu'ils redoutaient le plus; les défauts étaient reconnus; on ne promettait pas de les corriger, on les déclarait inhérents au système et malgré cela, l'exposé fut accueilli avec enthousiasme. Telles étaient la sincérité de l'exposition, la fascination de l'art, la séduction des arguments que, même à un demi-siècle de distance, on ne peut lire ce discours sans être entraîné et convaincu. Et si le fait est vrai du lecteur, que penser de ceux qui en ont ressenti l'émotion à travers le charme de la voix et la magie des gestes! La victoire de Gladstone était sans précédent. Dans les annales de l'éloquence britannique ne se rencontrait pas un plus prodigieux discours de raisonnement.

Quel que fut ce premier succès, M. Gladstone fit plus. De 1853 à 1866, il devait, en treize ans, présenter dix budgets, et chacun de ses exposés fut un triomphe. Il y déploya des qualités qui, en tous pays, forcèrent

l'admiration publique. Nous nous souvenons de l'émotion produite en France : partout où on pensait, chez M. Thiérs, chez le duc de Broglie, on regardait ces exposés comme des monuments de sagesse financière et de liberté politique. Celui que ses adversaires jugeaient versatile montra une suite dans les doctrines qui ne se démentit pas. Le courage, qui est la première qualité du ministre des Finances, fut rarement porté plus haut. Dès l'année 1854, il se trouva en présence des plus graves déceptions : ses budgets de paix étaient remplacés par un budget de guerre des plus lourds. Il n'hésita pas à soutenir que la guerre devait être payée par les contemporains qui la décident. C'était, à son gré, fuir la responsabilité que de la mettre à la charge de la postérité. Ajourner le fardeau, le rejeter sur l'avenir dont on ignore les obligations peut-être plus impérieuses encore, c'était un mauvais calcul de finances. La combinaison, en apparence commode, était immorale comme toutes celles qui

déplacent les responsabilités. Il était juste que la génération qui avait voulu la guerre en supportât et en payât toutes les charges; il fallait qu'elle puisât, dans le sacrifice qu'elle devait s'imposer une leçon immédiate, et qu'instruite par ce qu'elle aurait souffert, elle sût à l'avenir qu'elle ne devait pas se confier, sans de graves raisons, aux partisans des politiques belliqueuses. « Les dépenses de la guerre, disait-il, sont le frein moral qu'il a plu à Dieu d'imposer à l'ambition et à la soif de conquêtes qui possèdent tant de nations. » (6 mars 1854.) L'*Income-tax* fut doublé.

Les emprunts étaient, suivant M. Gladstone, le signe de la mauvaise politique. Il ne manquait pas une occasion de faire remarquer qu'en temps de paix l'Angleterre ne s'était pas laissé un jour entraîner dans ce tourbillon fatal qui avait emporté les autres nations civilisées et menaçait d'engloutir leur crédit.

Il voyait croître avec grande inquiétude

les dépenses de prodigalité. Il aimait à répéter que l'économie des deniers publics était liée à toutes les vertus publiques, que la prodigalité des budgets était associée à la corruption et à l'aggravation de tous les vices politiques. Dans sa jeunesse, la nation anglaise était pauvre. La masse était mal nourrie, mal vêtue, mal logée; les impôts rentraient difficilement. La prospérité ne datait que de la réforme des tarifs douaniers. M. Gladstone avait vu ses compatriotes s'enrichir rapidement, mais acquérir en même temps le goût des dépenses de luxe. Les classes moyennes devenues orgueilleuses se laissaient attirer vers une politique d'ostentation. En 1859, en pleine paix, il avait compté sur une réduction des dépenses militaires; il voyait grandir, au contraire, les exigences de l'opinion publique excitée par Palmerston, devenu premier ministre; il avait espéré que ses collègues et lui le contiendraient, qu'il serait moins dangereux au sein d'un cabinet résolu à empêcher ses

incartades; mais Palmerston avait besoin, pour sa popularité dans le pays, de parler sans cesse de la défense nationale, et ce langage aboutissait à des dépenses nouvelles pour les fortifications et l'armée. M. Gladstone avait à un trop haut degré le sentiment de la responsabilité pour ne pas souffrir du ton dégagé et de la légèreté des politiques qui pensaient moins au pays qu'à eux-mêmes : il le fit sentir à plusieurs reprises. Le premier ministre s'amusait à dire : « J'ai reçu tant de lettres de démission de Gladstone qu'en les brûlant j'ai failli mettre le feu à ma cheminée. » Au fond, il était forcé de subir un chancelier de l'Échiquier, en qui, sans distinction de partis, l'Angleterre tout entière avait mis sa confiance. Gladstone sentait sa force et il en usait.

Il eut le courage, si rare chez un ministre des Finances, de décider et de faire voter par la Chambre des réductions de dépenses et de comprimer l'*Income-tax* qui les facilitait.

Dans un pays où le dernier mot en tout appartient à l'électeur, le ministre des Finances vogue sans cesse entre deux écueils. Qu'il mécontente le contribuable et déplaie à la Chambre, sa fortune politique est compromise; qu'il cherche avant tout à plaire à la foule, c'est la fortune de l'État qui est en péril. M. Gladstone ne s'est jamais fait, un seul jour, le courtisan du peuple; il n'a jamais pensé que l'impôt pût servir à favoriser une fraction de la nation. « Nous croyons, dit-il, nos propositions sincères et utiles; j'ajoute qu'en cherchant à rendre justice à la grande masse laborieuse, en allégeant les impôts indirects, nous n'avons été guidés par aucun désir d'opposer les classes entre elles. Nous avons cru que notre honneur, que les convictions du Parlement, que l'intérêt général du pays exigeaient que nous refusions de creuser un fossé de haine entre les classes. Nous nous sommes imposé comme un but sacré de répandre et de distribuer les charges fis-

cales d'une main égale et impartiale. » (18 avril 1853.) A ce principe fondamental, sans lequel le budget est une œuvre de haine, M. Gladstone n'a jamais dérogé.

Il croyait que le devoir de l'État était, non de contraindre les hommes, mais de mettre à leur portée les institutions les plus propres à développer leur responsabilité.

M. Gladstone était frappé de voir l'esprit d'épargne moins répandu en Angleterre qu'en Écosse et en France. Il ne se borna pas à exprimer des regrets : reprenant, en 1855, un projet qu'il avait déposé sans succès en 1853, ne se décourageant pas d'un second échec, il le présenta de nouveau en 1861, s'y attacha et parvint ainsi à fonder, à force de ténacité, les Caisses d'épargne postales qui ont fait pénétrer l'épargne dans les classes populaires où elle était inconnue.

L'amortissement est l'épargne de l'État. M. Gladstone avait toujours eu la volonté d'en assurer le jeu régulier; il parvint, grâce à un mécanisme ingénieux, à mettre

le remboursement annuel au-dessus des caprices d'une Chambre dépensière. Il avait étudié plusieurs projets avec ce mélange d'esprit pratique et d'imagination qui était singulièrement propre aux calculs d'avenir. La prospérité de l'Angleterre lui paraissait avoir atteint son apogée : c'était le moment de songer à la réduction de la dette. L'exposé du budget de 1866 y fut consacré : il s'agissait d'annuler une certaine quantité de rentes possédées par la Caisse d'épargne, en s'engageant à lui verser une annuité qui comprenait le montant de l'ancienne rente et un amortissement destiné à reconstituer le capital; toute la combinaison reposait sur un contrat qui ne permettait plus à l'État de se dédire; l'amortissement ayant désormais un caractère contractuel devenait obligatoire. La chute du cabinet, avant le vote du budget, fit tomber le bill. Quoique rentré dans les rangs de l'opposition, l'ancien chancelier de l'Échiquier supplia la Chambre de regarder moins les États du continent qui

accroissent leur dette et davantage les États-Unis qui ne cessent de la réduire; telle était l'autorité financière de Gladstone que, l'année suivante, Disraeli reprit le plan d'amortissement et le fit voter. C'était la première application d'une méthode qui devait conduire l'Angleterre à l'allègement de sa dette.

Le financier qui avait présenté dix budgets avec un éclat toujours croissant, le ministre qui avait su restreindre les dépenses annuelles de 175 millions et fonder un système nouveau d'amortissement, l'économiste qui, après avoir transformé la politique commerciale de son pays, venait de prendre une part très importante aux négociations du traité de commerce avec la France, avait conquis une renommée universelle. Vos prédécesseurs ont pensé que nul ne méritait plus que lui d'être rattaché à leurs travaux. Élu en 1865 associé de l'Académie, M. Gladstone devait appartenir à notre Compagnie pendant plus de trente ans.

L'extension du droit électoral prenait le pas à ce moment sur toutes les questions. La réforme contestée en 1832 avec passion par l'esprit de parti, était entrée à ce point dans les mœurs que nul ne la critiquait et ne la regrettait. L'heure était venue pour les hommes d'État qui croient que la politique, comme la nature, obéit non à un principe d'immobilité, mais aux lois de la croissance et du développement, de faire entrer dans le corps électoral de nouvelles recrues. M. Gladstone osa se prononcer le premier; brusquement réveillé de son sommeil, le monde politique s'agita. Disraeli qui, deux ans plus tard, devait présenter et faire voter la réforme, accusa son rival d'être un dangereux révolutionnaire.

Les élections générales eurent lieu; partout la réforme fut discutée. Oxford trouva que son représentant avait enfin lassé sa patience, et refusa de réélire M. Gladstone. Le surlendemain, il était vengé par la circonscription industrielle du Lancashire qui

le nommait en une élection triomphale. La vie humaine a parfois de ces crises; l'âme est partagée entre le regret de ce qu'elle perd et la joie des horizons nouveaux. L'élu d'Oxford était fier des liens qui le rattachaient à l'Université; mais c'était une chaîne et il en éprouvait parfois assez durement le poids. Il se sentit comme affranchi; il trouvait chez ses nouveaux électeurs le développement de l'industrie, le progrès de l'esprit d'entreprise, une philanthropie prête à l'action et, par-dessus tout, l'attachement à la tolérance et un ardent désir de liberté.

L'évolution politique de M. Gladstone était achevée. Palmerston venait de mourir. Il devenait le *leader* des libéraux. Quelle que soit la situation d'un homme d'État, les Anglais ne tolèrent pas qu'il conduise les destinées du pays, qu'il gouverne l'Angleterre comme premier ministre s'il n'a fait l'épreuve de sa capacité comme chef de son parti. Les deux talents sont de même ordre: pour réussir, il faut autant d'éloquence que

de bon sens, autant de tact que d'action sur les hommes.

Toutes ces qualités étaient nécessaires pour la tâche qu'il entreprenait. Il s'agissait d'une ère nouvelle, d'une série de réformes à accomplir. « Nous ne sommes pas une continuation, écrivait-il fièrement à lord Russell; nous sommes un commencement », et il abordait le problème le plus compliqué: la réforme électorale. A ne prendre que les lignes générales, il abaissait de 250 à 175 francs le loyer nécessaire pour acquérir le droit de vote et portait de 900 000 à 1 300 000 le nombre des électeurs. A ce plan, les adversaires ne répondaient qu'en accumulant les raisons de se défier du peuple. M. Gladstone, en vrai libéral, faisait justice de ces arguments de mauvaise humeur et de méfiance. « Nous vous demandons, disait-il, de fixer le droit électoral aux limites que commandent la prudence et la circonspection, mais quand vous aurez déterminé ces limites, nous vous supplions de l'accorder de bon

cœur. Vous devez accueillir les nouveaux électeurs comme vous recevriez des recrues de votre armée, des enfants de votre famille. Ce sont des citoyens qu'il s'agit d'admettre dans l'enceinte de la constitution. Je vous supplie de ne pas accomplir cet acte comme si l'on vous forçait de transiger avec le péril et la misère. Agissez en pensant que c'est un bienfait qui mérite une mutuelle reconnaissance. Liez ces électeurs à la Constitution par de nouveaux intérêts qui, par une évolution naturelle, feront naître en eux un plus profond attachement. Or, savez-vous ce que vaut l'attachement du peuple au trône, aux institutions et aux lois sous lesquels ils vivent? C'est beaucoup plus que l'or et l'argent, plus que nos flottes et nos armées, c'est à la fois pour l'Angleterre, la force, la gloire et le salut » (avril 1866).

Ce noble langage éleva le niveau de la discussion, mais ne désarma personne. Disraeli lutta pied à pied, se montra violent, alla jusqu'à chercher dans les archives d'Oxford

le discours que l'étudiant de 1832 avait prononcé contre la réforme, le lut à la Chambre, soutint que l'extension du droit électoral serait l'avant-coureur du triomphe de la démagogie et s'attira une mémorable réplique : Gladstone eut l'art de placer la réforme bien au-dessus du bill lui-même. « Il se peut, dit-il, que vous l'emportiez. Il se peut que vous nous chassiez de nos sièges. Il se peut que vous enterriez le bill que nous avons présenté, mais nous écrirons sur la pierre tombale cette épitaphe :

Exoriare aliquis nostris ex ossibus ultor.

« Vous ne pouvez défier les certitudes de l'avenir. Le temps combat pour nous. Les grandes forces sociales qui s'avancent dans leur puissance et leur majesté et dont le tumulte de nos débats n'arrête pas un moment la marche, sont toutes contre vous; elles sont rangées de notre côté, et s'il arrivait jamais que le drapeau échappât de nos

mains, soyez sûrs qu'il serait relevé par d'autres et conduit à de prochaines victoires. »

La prophétie était si précise et si hardie qu'elle ressemblait à un défi. M. Gladstone avait vu juste. Quelques mois après, Disraeli, qui avait succédé au cabinet libéral, se faisait le champion de la cause que la veille il qualifiait de révolutionnaire et faisait voter la réforme, donnant ainsi l'exemple de conversions un peu trop promptes pour être sincères.

Disraeli n'attendit pas longtemps le châtiment de son habileté. Sa politique fut condamnée aux élections de 1868. Les libéraux obtenaient une majorité de 115 voix. Le gouvernement allait appartenir à M. Gladstone. Appelé à Windsor au lendemain des élections, il reçut de la Reine le mandat de former le cabinet : il devait être premier ministre pendant cinq années.

Dans un pays, comme l'Angleterre, où le dernier mot appartient en tout à l'opinion

publique, avec ses aspirations ou ses préjugés, ses courants subits ou ses traditions, le premier ministre trouve dans sa popularité la mesure de sa force. M. Gladstone avait cette rare fortune d'avoir professé, en pleine indépendance, depuis un tiers de siècle, tous les sentiments qui prévalaient sans conteste en 1868.

Aux heures de sa première jeunesse, l'Angleterre était comme lui, passionnément tory, « ce pays, si avancé par la forme de son gouvernement, demeurait encore en arrière par l'état de la société¹ ». M. Gladstone subissait alors sans protester les plus choquants contrastes. Pas plus que ses compatriotes, il n'avait vu l'iniquité des lois. Peu à peu ses yeux s'étaient ouverts, en même temps que la conscience de son pays. Conduit par Canning et Peel, il se sentit attiré vers les réformes. L'esprit de justice qui était en lui, entretenu par la foi reli-

1. Mignet, *Notice sur Lord Brougham*.

gieuse qui devait demeurer invariable dans son âme alors que dans le cours de son existence tout changeait, lui avait fait voir avec clarté les abus et lui avait inspiré la volonté de les redresser. Partout où il avait découvert une injustice à réparer, il s'était mis au service de la cause, ne voyant dans la politique et les luttes de partis qu'un moyen d'assurer dans les affaires humaines le triomphe de la vérité.

La vieille Angleterre, attachée aux tories, avait eu le même chemin à parcourir pour aller des lois étroites qui faisaient du suffrage un privilège inégal et bizarre jusqu'aux principes qui soumettaient l'électorat à des règles générales. Les élections de 1868 étaient décisives. L'Angleterre, comme le chef des libéraux, avait pris son parti; elle et lui avaient accepté franchement l'évolution démocratique. Des tories de 1832, les uns avaient capitulé de mauvaise grâce comme Disraeli, les autres avaient vu l'avenir comme Gladstone. C'est au plus

clairvoyant de ses hommes d'État qu'elle entendait confier ses destinées.

Le premier ministre n'avait rien caché de sa politique. Il avait parcouru l'Angleterre, déployant une activité prodigieuse; pensant tout haut, cherchant à convaincre le peuple, orateur aussi varié qu'éloquent, administrateur décrivant publiquement ses méthodes, législateur exposant tous ses desseins, il n'avait laissé dans l'ombre aucun des projets que le cabinet devait être appelé à soutenir.

Il avait eu le courage d'exposer partout à ses auditeurs le problème qui était le moins propre à flatter leurs passions. Depuis quelques années, l'Irlande était le tourment de sa pensée: elle l'inquiétait comme homme d'État. Il était surpris et surtout humilié comme Anglais de l'impuissance de sa patrie. Il ne comprenait pas comment la souveraineté de la Grande-Bretagne qui s'étendait sur des centaines de millions d'êtres humains pouvait être tenue en échec, au centre de l'empire, par un des trois

royaumes; il passait en revue les solutions qu'avaient proposées les différents partis : il les voyait tous disposés à écarter le problème, comme on chasse un souci qui trouble. Il n'entendait pas se payer d'illusions; la vérité s'imposait. Depuis soixante-dix ans, le désordre n'avait pas cessé. Tous les ministères avaient agi, tous sans succès. Les lois avaient vu s'entasser les textes les plus sévères; le pays avait été couvert de troupes et de police; la peine capitale appliquée sans merci; l'Australie encombrée de forçats. Rien n'avait servi et les docteurs de la politique ne sachant où s'en prendre avaient osé déclarer que les Irlandais étaient ingouvernables, ce qu'il fallait attribuer selon les uns à leur barbarie naturelle, selon d'autres à leur religion, à leur haine de l'Angleterre, à leur défaut d'instruction ou bien à une cause scientifique qui excusait pleinement les Anglais, à une déviation de la nature humaine.

C'étaient là de misérables excuses au ser-

vice d'une politique d'expédients. « Lorsqu'on est arrivé, disait-il, à ce point qu'on a été contraint de suspendre depuis deux ans l'*Habeas Corpus*, on est parvenu au pas suprême qui sépare de la guerre civile. Nous avons le devoir d'aller au fond des questions, de rechercher les causes du mécontentement populaire, de savoir si, dans ce formidable état de choses, nous avons vu clair en face du peuple irlandais et du monde — si les lois et les institutions qui régissent l'Irlande sont celles qui doivent la gouverner — si elles sont celles qu'en présence d'un danger national, nous croirions devoir maintenir. Si elles le méritent, maintenons-les par tous les moyens, à tout prix, à tout risque, en supportant les maux de la guerre civile et même de la guerre étrangère. Mais, si elles ne le méritent pas, n'attendons pas qu'ait sonné l'heure de la guerre civile ou de la guerre étrangère, n'attendons pas que d'année en année se prolonge la suspension des garanties de la liberté individuelle

et que nous inflignons au peuple irlandais la contrainte de la force. »

Ce que M. Gladstone avait dit aux électeurs, le premier ministre le répéta à la Chambre. Il y avait deux maux qui empêchaient l'Irlande de vivre : l'oppression religieuse et l'oppression agraire. Il fallait un peu plus que de la hardiesse pour déclarer à une assemblée protestante que le maintien des privilèges et de la constitution de l'Église anglicane en Irlande était un défi jeté à une population en majorité catholique : il montrait la diminution régulière du nombre des protestants et rapprochait de ce déclin, le chiffre du traitement des pasteurs très supérieur à celui de leurs confrères d'Angleterre. Il assurait que cette opulence comparée à la misère irlandaise était une perpétuelle provocation. « Je voudrais, disait-il, que l'Église d'Irlande fût l'Église des Irlandais ; mais elle ne l'est pas et la force ne peut pas les contraindre, pas plus que nous voudrions être contraints par

elle. » Il proposait une série de mesures, appliquant la moitié des biens de l'Église anglicane à tout un système de dotations, de compensations et d'indemnités en faveur des presbytères et des bénéficiers devenus membres d'une Église libre, l'autre moitié à doter le séminaire catholique de Maynooth et assurer l'existence désormais indépendante des nombreux établissements de bienfaisance.

M. Gladstone n'hésitait pas à le dire : il s'agissait d'affranchir l'Irlande d'une domination religieuse étrangère. C'était un acte sans précédent. Mais quand tout avait échoué, il était peut-être temps d'essayer enfin de la justice. Les Communes donnèrent au projet une majorité de 118 voix ; les Lords comprirent que la résistance était inutile. En Irlande, l'oppression religieuse avait pris fin.

L'oppression agraire devait survivre au *Land act* de 1870. On essayait d'une transaction : or, on peut trouver un accommodement

ment entre des intérêts contraires; on ne transige pas entre des principes opposés. Les fermiers ne protestaient pas contre le taux trop élevé des loyers ou contre la forme des évictions; ils soutenaient qu'ils avaient droit à la propriété des terres que détenaient injustement les Anglais. Ce nouvel échec de la législation ne servit qu'à démontrer une fois de plus que les prétentions des tenanciers et des propriétaires étaient inconciliables.

Ces grands débats avaient de nouveau mis en présence Gladstone et Disraeli. Les deux rivaux étaient nés dans des camps opposés : une évolution contraire les avait peu à peu amenés l'un et l'autre à grandir au sein du parti que, jeunes, ils avaient combattu.

Devenu le chef des conservateurs, Disraeli était tour à tour, suivant que les élections lui donnaient ou lui refusaient la majorité, le maître du gouvernement ou le chef de l'opposition. Pendant cinq ans, le champion

des tories se dressa en face de Gladstone; insinuant et habile, connaissant à fond les hommes, se servant de leurs défauts pour les conduire, il combattait chacune des mesures que proposait le cabinet, s'opposant pied à pied à tous les progrès que l'opinion publique attendait du parti libéral. L'opposition d'un tel adversaire ne parvint pas à lasser la patience du premier ministre : L'instruction primaire jusque-là négligée fut organisée, rendue obligatoire et soumise à des conseils scolaires élus, le recrutement des fonctionnaires civils fut assuré et leur capacité garantie par des concours publics, la vente des grades qui livrait l'armée aux pires abus fut abolie, le régime électoral fut profondément modifié par l'établissement du scrutin secret et des précautions qui affranchissaient l'électeur de toute influence abusive. Le premier ministre gouvernait avec hardiesse, profitant de sa majorité pour faire voter des mesures qu'il croyait justes, même lorsqu'il les savait impopulaires : la

réforme des cabarets (1872) peu de mois avant les élections, devait contribuer à sa défaite.

L'opinion publique commençait à se détourner des affaires intérieures. On était en 1872. Pendant un an, la terre avait tremblé et l'Angleterre, semblant à l'abri des tempêtes, avait regardé de loin et de haut les querelles qui déchiraient le continent. Les deux partis avaient été unanimes à décliner toute intervention ; Disraeli, ne cachant pas son dédain, s'exprimait avec colère, tandis que Gladstone manifestait au moins la tristesse qui convenait à un ancien allié. Attentive au spectacle, la masse du peuple anglais se croyait désintéressée dans la lutte ; mais les nations qui s'endorment aux heures de péril, en se croyant affranchies de toute obligation, sont exposées, comme les hommes, à de terribles réveils. Pendant le siège de Paris, le cabinet anglais apprit que la Russie dénonçait le traité de Paris de 1856 : c'était le résultat de la guerre

de Crimée perdu. La Prusse avait offert au Tsar, s'il la laissait libre en France, de lui sacrifier le traité. L'Angleterre s'aperçut trop tard qu'elle était isolée et ne put que faire entendre par une Europe distraite, au milieu du fracas des armes, ses vaines protestations.

La guerre devait porter aux intérêts anglais un coup non moins sensible. Le traité qui, depuis dix ans, liait la France et l'Angleterre et qui avait porté le commerce des deux nations à un si haut degré de prospérité, allait être également dénoncé. Quelques mois ne s'étaient pas écoulés que le tribunal arbitral de Genève, auquel l'Angleterre et les États-Unis avaient soumis leur différend à l'occasion des croiseurs armés en course pendant la guerre de sécession, prononçait contre la Grande-Bretagne une condamnation en paiement de 80 millions. Il faudrait que les hommes fussent insensibles à l'imagination, à l'amour-propre, aux excitations de la presse pour qu'ils ne s'en

prissent pas au gouvernement de ces échecs successifs. Nul Anglais n'osait prétendre que M. Gladstone eût pu empêcher la guerre, ni détourner les contre-coups qui atteignaient les neutres; nul ne pouvait nier qu'il s'était honoré en soumettant à la compétence du tribunal arbitral le conflit de l'*Alabama* que lui avait déféré le précédent ministère, mais ceux mêmes qui ne l'accusaient pas, convenaient que sa popularité avait diminué. Au fond, l'orgueil national supportait en silence d'intimes et profondes blessures.

Les élections de 1874 donnèrent une grande majorité aux conservateurs. Disraeli avait eu l'art de comprendre que l'amour-propre refoulé préparait à qui saurait s'en emparer une force inconnue. Tout l'orgueil de la race était prêt à faire son entrée sur la scène de la politique sous le nom d'impérialisme; une nouvelle période de l'histoire d'Angleterre allait s'ouvrir.

Aux cinq années de gouvernement qui

avaient mis en œuvre toutes les facultés du premier ministre, succédaient ces années vides qui sont l'écueil des hommes d'État. Heureusement M. Gladstone s'intéressait à trop de questions pour demeurer oisif : la plume remplaça la parole. Depuis quatre ans, il n'avait presque rien publié. Les *Revue*s donnèrent coup sur coup des dissertations savantes et variées sur la littérature et la politique; la vie du prince Albert fut l'objet d'une de ses plus brillantes études, puis il revint à l'antiquité grecque, à Homère, à l'*Iliade* et enfin à ses travaux de prédilection, aux méditations théologiques dont il ne se lassait pas, traitant du Ritualisme, des décrets du Vatican, de l'avenir de l'Église anglicane, et des controverses auxquelles étaient attachés les noms de Newman et de Pusey. Il ne négligeait pas les débats du Parlement, marquait sa place dans les grandes discussions, mais il tenait à laisser aux plus jeunes la charge d'une activité quotidienne qu'il ne croyait plus de son âge.

Vers 1876, il avait soixante-sept ans; il croyait très sincèrement que la période de pleine activité de sa carrière politique était terminée; mais il méconnaissait son caractère et ses forces; le feu couvait sous la cendre; il devait suffire d'un choc pour ranimer les flammes. C'est d'Orient que jaillit l'étincelle.

Les nouvelles de l'insurrection bulgare et de la répression turque étaient arrivées à Londres vers le milieu de l'été. M. Gladstone écrivit une brochure toute frémissante d'éloquence et d'indignation : en dénonçant les « atrocités bulgares », il alla droit au cœur du peuple : en cinq jours, quarante mille exemplaires furent vendus. Pendant quatre ans, il fit de cette question la principale occupation de sa vie. Mais s'il était facile d'émouvoir les foules, le monde politique, étranger à toute émotion, faisait des vœux pour l'intégrité de l'empire ottoman et s'indignait contre la déclaration de guerre de la Russie, Disraeli, se servant de cette passion

contre les Russes, y saisit une force pour sa politique : il agita le drapeau de la guerre, montra l'Angleterre prête à entrer en campagne. Les conservateurs faisaient entendre les discours les plus belliqueux. Dans un pays où toutes les puissances de la parole et de la presse agissent sans frein, comment, à certaines heures, distinguer la réalité et le bruit? Les libéraux, effrayés de ce mouvement, craignaient, en s'y opposant, de perdre toute popularité. M. Gladstone n'hésita pas : luttant contre l'avis de tous ses amis, il se leva seul pour proposer un vote de blâme contre la politique turque, un vœu d'affranchissement pour les provinces dévastées; il réclamait en faveur des populations opprimées : il estimait que la Bosnie, que l'Herzégovine, que les cinq millions de Bulgares, que ces héros qui luttaient sur les rochers du Montenegro transformés en forteresses, avaient conquis leur droit à l'indépendance; à ses yeux l'avenir était certain. Il suppliait son pays de refuser toute alliance avec la Tur-

quie; il annonçait en même temps à l'Angleterre qu'avec elle ou sans elle, quel que fût son rôle, ces populations seraient libres pour l'honneur de la Chrétienté.

Un homme d'État qui se dresse seul, au milieu d'une assemblée emportée par la passion, est un des plus beaux spectacles que présente l'histoire. Ce n'est pas le privilège du Parlement anglais, — les hommes de notre âge seraient bien ingrats si pour la France ils en avaient perdu la mémoire! Le temps, quoi qu'en disent les pessimistes, agit, Dieu merci! au profit de la justice et de la vérité.

Dix ans plus tard, quel est l'homme de bon sens, je ne dis pas en Angleterre, mais en Europe qui aurait consenti à remettre sous le joug direct de Constantinople, la Bosnie, l'Herzégovine, la Bulgarie ou le Montenegro? De Gladstone ou de Disraeli, quel est, en 1877, celui qui avait vu clairement l'avenir?

Au lendemain de la mort de M. Glad-

stone, le chef des conservateurs, M. Balfour, se levant dans la Chambre des Communes, pour lui rendre hommage, choisissait, entre tous les actes de sa vie, ce discours et déclarait que jamais, à aucune époque, dans le Parlement anglais, le courage, l'habileté, la force et l'éloquence ne s'étaient élevés plus haut ¹.

Les conservateurs s'honoraient en devant la justice de la postérité. N'avaient-ils pas d'ailleurs à se faire pardonner des heures d'aveuglement? En 1878, l'orgueil britannique avaient été exalté par le retour des négociateurs de Berlin. Ils avaient fait avorter le traité de San-Stefano; ils avaient arraché à la Russie le fruit de ses conquêtes, venaient d'obtenir que la Macédoine, une partie de l'Arménie, la Thessalie demeurassent à la Turquie, s'étaient fait donner Chypre et revenaient en triomphateurs. Flatter les préjugés nationaux, détourner

¹ M. Arthur Balfour à la Chambre des Communes, 20 mai 1898.

l'attention des réformes intérieures, par une série de surprises extérieures, telle fut la politique qui fit de Disraeli, devenu lord Beaconsfield, le héros, de Gladstone la victime de l'accès de folie qui s'empara de l'Angleterre pendant l'été de 1878.

En tous pays, la foule qui acclame est prête à l'insulte. Contre M. Gladstone, tout parut bon : lettres anonymes, discours et articles violents, injures sur la voie publique, sa maison menacée, les vitres de ses fenêtres brisées, les manifestations se multipliant dans les rues, tandis que dans plus d'un salon de Londres le vide se faisait à son entrée.

Cette crise d'impopularité qu'il n'avait jamais connue et qui ne devait pas être la dernière, loin de l'abattre, rendit à ce vieillard de soixante-dix ans la vigueur de la jeunesse. Il parle peu à la Chambre, réservant ses forces pour le pays, où il déploie de prodigieux efforts. Il se fait entendre dans toutes les parties de l'Angleterre : il con-

state que la masse des électeurs des comtés n'était point atteinte par la mode politique de Londres : il lui est permis de prévoir que le corps électoral serait bientôt prêt à le venger.

C'est en Écosse, aux environs d'Édimbourg, qu'il accepta une candidature, se consacrant à une de ces longues suites de discours qui ont rendu célèbres ses campagnes du Midlothian. Jamais il n'avait attaqué avec plus d'énergie le système qui, sous le nom d'impérialisme, réduisait la politique à une perpétuelle mise en scène, négligeait les véritables besoins du pays, sa législation arriérée, et la misère croissante, favorisait les prodigalités et sacrifiait l'amortissement. Ces harangues, lues dans toute l'Angleterre, réveillaient les engourdis, groupaient les isolés, enrégimentaient les forces et assuraient à tous les libéraux l'unité de programme. On admire de loin cette organisation des partis qui fait la puissance du régime politique de l'Angleterre : ceux qui craignent

l'effort se plaisent à dire qu'elle est le fruit naturel du climat et de la race : la vérité est qu'elle dépend tout entière de l'admirable énergie des chefs qui, à l'exemple de Gladstone et avant lui de Cobden, savent se dévouer sans mesure, se prodiguer pour le bien public, ne comptant ni leurs soucis, ni leurs peines pour arriver à créer, à force de vaillance et de talent, ce qui fait un parti : l'accord et la discipline.

Après trois ans de luttes et un an d'efforts presque quotidiens, Gladstone avait assuré le triomphe des libéraux. Ce n'était pas seulement les fautes du cabinet Beaconsfield, ce n'était pas une habile action des comités, qui avaient fait échouer les conservateurs. Le succès sans exemple de l'agitation créée par Gladstone à lui seul s'était étendu et avait provoqué une attaque générale contre le belliqueux et extravagant nationalisme qui avait compromis le pays dans des engagements impolitiques et ruineux.

Le second ministère de M. Gladstone,

formé le 28 avril 1880, devait, comme le premier, se prolonger cinq années. Ce fut une période féconde en projets utiles, en lois d'affaires, mais le malheur des réformes légales est de ne satisfaire que la raison : les actes les plus sensés ne laissent pas de trace dans le souvenir des peuples. Nul n'oublie les incidents violents. Le Parlement vit des scènes de désordre : des bills nécessités par des crimes agraires furent l'objet d'obstructions des députés irlandais qui, sous l'habile conduite de Parnell, trouvèrent moyen de prolonger pendant vingt-quatre heures, puis pendant quarante et une heures, des débats qui, suivant l'antique coutume, ne pouvaient être clos. M. Gladstone fut contraint de demander à la Chambre des Communes d'introduire dans son règlement la clôture. Les partis s'entendirent pour cette réforme qui, en d'autres temps, eût semblé une révolution.

Les passions d'autrefois s'étaient calmées ; l'âpreté des grandes luttes de 1832, de 1866,

était singulièrement apaisée. Les deux partis comprenaient, pour la première fois, la nécessité d'une nouvelle réforme électorale. M. Gladstone, en la proposant, n'hésitait pas à demander aux Communes l'entrée dans le corps politique de 2 millions et demi d'électeurs nouveaux. C'était le plus grand pas vers un régime démocratique qui eût jamais été accompli : ce qui est sans précédent dans aucun pays, la discussion fut calme et M. Gladstone put, après le scrutin unanime, se lever pour demander au secrétaire de la Chambre d'inscrire : *nemine contradicente*¹.

Très bruyante, mais très courte, l'opposition de la Chambre des Lords ne se prolongea que quelques mois : les hostilités s'étaient tout d'un coup arrêtées ; on avait appris que les chefs étaient entrés en négociations : M. Gladstone avait eu l'honneur de cette

1. Le nombre des électeurs était avant la réforme de 1832, de 435 000. Après la réforme, il s'éleva à 812 000. A la suite de la réforme de 1866, il était de 2 448 000. Au lendemain de celle de 1884, il atteignait 5 700 000.

pacifique et décisive initiative. La réforme électorale, accompagnée d'un remaniement de toutes les circonscriptions, fut votée sans conteste, comme le texte d'un solennel traité de paix.

L'écueil, en tous pays, des gouvernements qui font appel au bon sens est de voir se dresser contre eux la coalition des imaginations. A la politique de réformes utiles que poursuivait le cabinet libéral, les conservateurs s'attachaient de plus en plus à opposer les perspectives séduisantes de « l'expansion impériale ». Élevé à l'école des hommes d'État qui préféraient le pouvoir solide et compact aux grandeurs décevantes d'une domination sans cesse croissante, M. Gladstone avait une profonde répugnance pour cette politique faite d'orgueil et de dédain qui, se mêlant des affaires du monde entier, se prétendait investie d'une mission à l'égard des races inférieures. Il tint tête aux ambitieux qui voulaient, à la suite d'une insurrection, conquérir et annexer le Transvaal ; il

était convaincu que tôt ou tard la race des Boers parviendrait à l'indépendance et qu'il était chimérique de dépenser l'or et le sang de l'Angleterre pour la satisfaction d'en retarder la date : il leur accorda une quasi-autonomie sous la suzeraineté de la reine. La politique qui exige le plus de courage est toujours la politique modérée. Seule, elle a contre elle les agités et les violents. « Il est prodigieux de voir, dit excellemment M. Morley, que dans les nations puissantes la lâcheté morale prend pour masque et pour excuse la fierté romaine¹. »

M. Gladstone ne cachait pas sa répugnance pour le système des conquêtes indéfinies. Les événements d'Égypte déjouèrent ses calculs, mais témoignent de l'unité de ses convictions : il aurait voulu que l'Angleterre ne fût pas seule à rétablir l'autorité du khédive; il multiplia les efforts pour obtenir que la France s'unît à elle, et sur son refus il

1. *Vie de Gladstone*, par John Morley, t. III, p. 44.

s'adressa en vain à l'Europe; contraint d'agir il s'employa à borner l'intervention, ayant hâte de limiter les responsabilités, déclarant que l'occupation prendrait fin, faisant promettre l'évacuation, et rappelant les troupes du Soudan pour bien marquer combien lui était étrangère la politique qui prétendait, d'étape en étape, étendre les forces britanniques sur la route du Cap au Caire.

Cinq ans de ministère avec le même Parlement, aussi bien qu'une nouvelle loi électorale, appelaient une dissolution que précipita une crise ministérielle. Les conservateurs présidèrent aux élections, qui donnèrent la majorité aux libéraux et rendirent pour la troisième fois le pouvoir à M. Gladstone (janvier 1886).

Jamais les circonstances n'avaient paru plus menaçantes : les affaires d'Irlande n'avaient cessé de s'aggraver; contre les crimes agraires, toutes les mesures avaient été prises : lois de coercition, suspension de la liberté individuelle, arrestation des

meneurs, emprisonnement des députés chefs de la Ligue agraire, dissolution de la Ligue et procès retentissants, tous les moyens de rigueur avaient échoué, et le jour où, las de punir, le cabinet avait essayé de la clémence, élargissant les prisonniers et entrant en négociation avec les chefs, Cavendish et Burke, les secrétaires d'État d'Irlande, étaient tombés assassinés dans les rues de Dublin. Plus puissant que jadis O'Connell au milieu de ses triomphes oratoires, Parnell disposait des forces électorales de l'Irlande : il avait calculé que les députés irlandais seraient maîtres du Parlement d'Angleterre si les forces des conservateurs et des libéraux s'équilibraient, ils pouvaient, en se portant d'un côté, déterminer à leur gré la majorité. M. Gladstone, prévoyant ce danger, ne cessait de répéter à son parti qu'il ne serait en état de gouverner que si la majorité était assez forte pour l'affranchir de la menace d'une coalition.

Les élections de 1886, en constituant un

groupe compact de 86 Irlandais, prêts à se mouvoir au moindre signe entre des partis n'ayant que 80 voix d'écart, amenait à Westminster un Parlement ingouvernable. Il était évident qu'un troisième parti, mobile et discipliné, dépourvu de tout scrupule et révolutionnaire, allait mettre obstacle au jeu de la Constitution. Si le groupe demeurait isolé et mécontent, aucun ministère n'était viable. Dès lors, il ne s'agissait plus des intérêts d'un parti. La question était plus haute et dépassait de beaucoup le problème irlandais. Comment le gouvernement serait-il possible en face d'un groupe rebelle? Au prix de quels sacrifices pouvait-on l'apaiser? Ce problème occupait depuis longtemps la pensée de M. Gladstone : il appliquait toute la puissance de sa volonté à en trouver la solution. Nous l'avons déjà vu attaché à l'étude des griefs irlandais. Il était frappé de leur persistance : dans ce pays que les Anglais accusaient de légèreté versatile, plusieurs générations avaient grandi, puis dis-

paru, les vœux étaient les mêmes; vers le même but tous les regards étaient tendus : sur 403 circonscriptions, 86 avaient élu des députés avec le même mandat. Le premier ministre évoquait tous les souvenirs de sa longue expérience : il se souvenait de l'heureuse transformation du Canada, la plus mal gouvernée des colonies anglaises tant qu'elle avait été gouvernée de Londres, et il arrivait à penser qu'il fallait avoir la hardiesse de donner à l'Irlande, comme au Dominion, non l'indépendance politique, mais un très large gouvernement de ses affaires locales. C'était le projet devenu célèbre sous le nom de *Home rule*. Un second bill organisait un rachat des terres au profit des fermiers irlandais à l'aide d'un énorme emprunt contracté par l'Angleterre.

Le 6 avril 1886, la salle de la Chambre des Communes présentait un aspect extraordinaire. Les députés, qui ne peuvent tous y trouver place, s'y pressaient en rangs serrés. Le premier ministre allait exposer son plan :

on savait que, depuis trois mois, les clauses du bill avaient été discutées par le cabinet dans le plus grand secret; nul ne connaissait le texte; on avait vu s'éloigner du ministère les hommes qui étaient depuis leur jeunesse des soutiens du parti libéral; on montrait dans la salle les places nouvelles occupées par ceux qui avaient fait défection; sur les bancs les plus opposés, apparaissaient les signes d'une émotion profonde : il n'y avait de joie qu'autour de Parnell et de ses collègues, parvenus, à force de ténacité et de discipline, à remporter sur les conquérants après quatre-vingt-dix ans de résistance, le rappel de l'acte d'union. Au milieu de cette assemblée agitée de tant de sentiments divers, se levait un vieillard de soixante-dix-sept ans, le vétéran d'un demi-siècle de luttes, qui gouvernait l'Angleterre avec le double prestige de l'éloquence et des vertus. Son discours est un monument : pendant trois heures et demie il tint l'auditoire suspendu à ses lèvres : ce n'étaient pas les

périodes enflammées d'un orateur qui veut remuer les passions : « l'éloquence politique est faite, non de paroles, mais d'action, c'est-à-dire de caractère, de volonté, de conviction, de but précis et de personnalité¹ ».

D'une exposition rapide et puissante, pleine de faits et dénuée de toute déclamation, se dégageait une impression de sincérité grave qui imposait le respect.

Ses adversaires l'accusaient de manquer aux traditions : « Quelles traditions? leur demandait-il, lors de la clôture des débats. Sont-ce les traditions irlandaises? Parcourez le monde, fouillez la littérature de tous les pays, montrez-moi, si vous le pouvez, un seul vers, un seul livre, découvrez, je n'hésite pas à le dire, même un seul article de journal (antérieur à la bataille d'aujourd'hui) dans lequel la conduite de l'Angleterre envers l'Irlande ne soit pas l'objet d'une terrible et amère condamnation. Sont-

1. Morley, *ibid.*, III, 312.

ce là les traditions auxquelles vous nous sommez de demeurer fidèles? Non, car elles constituent une douloureuse exception aux gloires de notre pays. Elles sont une large tache noire sur les pages de notre histoire. Notre ambition est d'être fidèles aux traditions dont nous sommes les héritiers en toute matière, sauf en ce qui touche l'Irlande, et de rendre nos relations avec elle conformes aux autres traditions de notre pays. C'est pourquoi je salue l'Irlande demandant ce que j'appelle l'oubli béni du passé. Elle nous prie de lui faire un don et ce don, je le proclame bien haut, sera un bienfait pour notre honneur autant que pour son bonheur, sa prospérité et sa paix. Telle est sa prière. Pensez-y, je vous en supplie, pensez-y sérieusement, pensez-y avec sagesse, que votre pensée se porte, non sur l'heure présente, mais sur les années qui s'ouvrent devant vous, avant de prononcer le rejet du bill. » (7 juin 1886.)

Le bill fut rejeté. M. Gladstone porta la

question devant ses électeurs; la campagne fut courte et vive : une série de discours fut prononcée par celui que l'Angleterre, admirant son âge et ses efforts, appelait le « Grand Old Man »; mais l'Irlande était impopulaire, l'intégrité de l'empire paraissait menacée, l'unité est un mot magique qui résonne à l'oreille des foules. La coalition unioniste l'emporta et ramena lord Salisbury aux affaires.

M. Gladstone avait toujours manifesté le désir qu'un intervalle et un repos lui fussent laissés entre l'activité du Parlement et la tombe; mais il conservait trop d'ardeur, il portait trop d'intérêt aux événements et aux idées de son temps pour que sa retraite fût stérile et silencieuse. Les chutes ne sont suivies d'irritation et d'abattement que chez les politiques pour lesquels l'ambition est non un moyen de faire le bien, mais un but. Les hommes vraiment supérieurs ne voient dans les plus hautes fonctions de l'État qu'une force au service de leurs idées. Il avait

défendu une grande cause, converti à ses convictions une partie de ses contemporains, sa conscience était tranquille. Il retrouva ses longues lectures, ses études interrompues, dans cet asile de la paix qui, en dehors des sessions le rappelant à Londres, était le centre de ses affections et de sa vie.

Sa bibliothèque ainsi que tous ses souvenirs de famille avaient été successivement portés dans la vieille demeure d'Hawarden. Il avait étendu, puis embelli le domaine, laissant partout la trace de son passage. Très différent des paysages anglais aux prés sans fin et aux pentes douces, le parc était coupé de vallons boisés. Le voyageur, sortant des grandes plaines qui entourent Chester, est surpris de rencontrer les collines qui annoncent le pays de Galles. Il se livra à un persévérant travail pour étendre les prairies, isoler les plus beaux arbres, ouvrir des vues et tracer des allées; jusqu'à un âge très avancé, il se plaisait au travail du bûcheron :

c'était le repos de ses longues matinées d'études, il s'y attachait passionnément, il semblait qu'il eût mis autour de lui le reflet de sa pensée. En face des tours ruinées de la forteresse du XI^e siècle, dans ce vallon sombre qui rappelait l'Écosse, il avait transformé le parc, l'avait rajeuni, et, grâce à lui, le manoir agrandi était devenu une demeure capable de loger sa famille et ses livres. Il avait fait construire un vaste cabinet de travail où il avait réuni sous sa main les livres qu'il préférait, et tout à côté, il avait ménagé à l'abri de l'incendie, une petite salle fermée de portes de fer qui contenait toutes les lettres qu'il avait reçues depuis son entrée dans la vie publique; il y avait joint les réponses les plus importantes dont il avait gardé les minutes. A sa mort, plus de 300 000 pièces classées par ses soins s'y trouvaient conservées au grand profit de sa biographie et de l'histoire de son temps. C'est là qu'aux époques les plus agitées de sa vie, il revenait, plusieurs fois par an,

trouver le calme, soit dans les intervalles d'une session chargée, soit au lendemain d'un grand discours à Manchester ou à Liverpool qui l'avait amené dans le voisinage d'Hawarden, soit enfin dans les vacances parlementaires qui d'août à février lui donnaient le plus souvent cinq à six mois de repos. Sur l'une des tables de son cabinet, encombrée de documents distribués à la Chambre des Communes, il écrivait une note ou un article, ou préparait un discours, tandis qu'une autre table était réservée aux études étrangères à la politique. Dans l'automne de 1886, il allait de l'une à l'autre, reprenant ses travaux sur Homère, puis écrivant un résumé de la question irlandaise ayant pour titre *Histoire d'une idée et la leçon des élections*.

Ce n'est pas au milieu du fracas des affaires qu'apparaît le véritable caractère; l'homme se cache alors sous l'homme d'État. Si ce qu'a écrit M. Gladstone, six mois après sa chute, ne contient trace ni de décourage-

ment, ni d'amertume, quelle révélation sur la réelle direction de son esprit! Pour qui jette un regard sur l'histoire de sa vie, l'heure était solennelle. Qui aurait pu s'étonner s'il avait dressé quelque acte d'accusation contre son temps? Il avait tenté une grande entreprise et il venait d'échouer; son nom était honni par une moitié de l'Angleterre; sa conduite était attribuée aux motifs les plus bas; des amis avaient fait le vide autour de lui; la partie était perdue et l'âge semblait lui interdire toute revanche; et ce vaincu, ce calomnié, ce vieillard prenant la plume pour parler de son temps, loin de le maudire, montrait ce qu'avaient été depuis soixante ans les progrès de tous genres accomplis au profit du peuple, au profit des idées de justice, par les efforts constants de l'opinion publique agissant, grâce au gouvernement libre, sur les destinées de sa patrie.

Au fond, M. Gladstone jugeait les hommes et les choses d'après lui-même : le mobile de tous ses actes était de l'ordre le plus

élevé. Comment pouvait-il supposer que ses collègues, ses émules, ses adversaires eussent été inspirés par d'autres motifs? Il pensait sincèrement que les hommes faisant le mal en le sachant étaient une exception; il était convaincu que la plupart se trompaient de bonne foi. L'indulgence, si rare parmi les jeunes hommes, était, suivant lui, le bienfait le plus certain d'une longue expérience : les leçons de la vie, disait-il, lui avaient appris, en face d'adversaires qui cherchent la vérité, à toujours interpréter leur langage dans le meilleur sens, à éviter ce qui divise, ce qui élargit le fossé et à tout faire pour le combler. Il aimait les grandes luttes d'idées, mais il détestait les haines de partis, il était heureux de saisir tout ce qui pouvait les faire oublier. Avec un esprit singulièrement ouvert, avec un cœur très large, son amitié n'avait rien de banal : il avait un petit nombre d'amis et les attirait, sans chercher à en accroître le nombre; il passait sans transition de l'intimité de son foyer, aux foules

qui se pressaient autour de lui dans les grandes assemblées populaires; souvent ses collègues lui avaient demandé de réunir les députés libéraux, de les entretenir, d'employer à les convaincre ce charme de parole qui groupait autour de lui les auditeurs et séduisait ses amis; il s'y refusait toujours, estimant que l'homme d'État ne doit user que de la parole publique; il avait le tort de dédaigner et presque de confondre avec l'intrigue les relations personnelles d'un chef avec ceux qui servent sous ses ordres. Les conversations les plus brillantes étaient pour lui un délassement; il n'y vit jamais un moyen de gouverner. Comme homme politique, c'était une de ses rares faiblesses. Elle ajoutait au charme qu'exerçait autour de lui l'homme privé. Ceux qui l'ont vu au milieu des siens en ont gardé un souvenir ému.

Il avait rencontré dans la vie un appui et un conseil qui avaient doublé ses forces. Dans l'été de 1889, il eut la joie de célébrer ses noces d'or dans l'église d'Hawarden, où cin-

quante années auparavant, avait eu lieu son mariage. Entouré de ses sept enfants et de tous ses petits-enfants, il reçut les félicitations les plus hautes et les plus humbles, depuis les vœux de l'héritier du trône jusqu'à ceux des pauvres et des orphelins qu'avait secourus la vigilance toujours en éveil de Mme Gladstone. Dans cette association d'un demi-siècle, elle avait gardé pour elle toutes sortes d'attributions : n'abandonnant à personne les soins de la première éducation, elle avait surveillé ses enfants dès le premier âge, sans négliger leur jeunesse, et cette attention maternelle, qui aurait pu l'absorber, ne l'avait pas empêchée de suivre partout celui dont elle était fière de porter le nom; dans les tournées électorales, dans les campagnes de discours, elle était toujours non loin de lui sur l'estrade; elle contribua à répandre et à établir cette coutume devenue générale en Angleterre. Elle était pourtant très opposée au féminisme, n'ayant pas le goût de ces initiatives

isolées et hardies qui le caractérisent; mais elle pensait que la femme ne pouvait être étrangère à aucun acte d'une vie où tout devait être mis en commun, joies et larmes, succès et infortune; elle n'avait aucune des prétentions d'une femme politique; le seul domaine qu'elle se fût réservé était la recherche de ceux qui souffraient, le bien à faire, la charité à exercer sous toutes ses formes, elle avait par-dessus tout le don de communiquer l'élan, de faire comprendre autour d'elle le devoir social. M. Gladstone ne manquait pas une occasion d'attribuer son énergie aux encouragements de sa femme, aux forces qu'elle savait susciter. Travaillant avec lui, toujours à ses côtés, elle élevait son esprit par son caractère heureux, ouvert et gai; « elle avait, dit un témoin de sa vie, entouré son existence de bonheur et elle se réchauffait au contact des joies qu'elle avait su créer ». Dans la jeunesse, ils marchaient allégrement du même pas; dans la vieillesse, ils s'appuyaient l'un sur l'autre et tel était

leur accord qu'on pouvait l'appeler l'union de deux âmes.

Le temps s'écoulait sans affaiblir ses forces. Il venait de dépasser ses quatre-vingts ans et dans la seule année 1889, il avait parlé sept fois au Parlement, publié onze articles de Revue et prononcé dix-sept discours dans les différentes villes d'Angleterre. Il était venu à Paris, où un banquet que présidait M. Jules Simon lui avait été offert. Ceux d'entre vous, messieurs, qui l'ont entendu le 7 septembre 1889, n'en ont certes pas perdu la mémoire. Vous vous souvenez de son discours qu'il était heureux de prononcer en notre langue, parce qu'elle exprimait plus clairement les sympathies qu'il n'avait pas craint de montrer toute sa vie pour l'alliance française. Sa voix s'élevant à Paris, dans ces grandes fêtes de l'Exposition universelle, au milieu du concours de tous les peuples, semblait l'écho de toutes les nobles causes auxquelles il s'était voué pour hâter le progrès de l'humanité.

Telles étaient la puissance et l'activité de son esprit qu'il demeurait, malgré son âge, le chef incontesté de son parti.

On était en 1892. Le cabinet unioniste gouvernait depuis six ans l'Angleterre; sa majorité si forte en 1886 déclinait d'année en année. La politique de répression, qui devait ramener la paix en Irlande, avait visiblement échoué. L'opinion publique naguère si sévère pour le *Home Rule*, n'avait aucun goût pour la dictature : elle comprenait l'impuissance et le péril des violences légales. Aussi la dissolution donna-t-elle aux libéraux une majorité de 40 voix; le ministère fut renversé pendant les débats de l'adresse et M. Gladstone, rappelé par un courant irrésistible, se trouva en août 1892, pour la quatrième fois premier ministre. Il tint parole et présenta un nouveau projet donnant à l'Irlande un parlement local. La discussion de ce bill causa une surprise universelle. Il aurait eu cinquante ans que les auditeurs eussent admiré sa vaillance. En

voyant ce vieillard de quatre-vingt-trois ans, sur qui pesaient toutes les responsabilités du gouvernement, se rendre à la Chambre des Communes, pour prendre part aux débats du Comité, se tenant chaque jour sur la brèche, répondant à toutes les questions, débattant pied à pied tous les articles, luttant contre l'obstruction pendant soixante-trois séances, les membres du Parlement étaient stupéfaits. Son souci constant des affaires d'Irlande ne l'empêchait pas de prendre la parole sur toutes les grandes questions qui étaient soulevées à la Chambre des Communes : à l'occasion des affaires étrangères, aussi bien que des conseils de paroisses, sur l'Égypte ou l'Ouganda comme sur la limitation des heures de travail, il donnait à la Chambre des détails et des précisions : son discours contre le bimétallisme est un modèle de discussion technique aussi claire que décisive.

L'année 1893 devait être la dernière période de cette prodigieuse activité parle-

mentaire. Le *Home Rule* voté par les Communes fut rejeté à une grande majorité par les Lords. Quelle pouvait être la politique du parti libéral? les éléments irlandais étaient divisés depuis la disparition de Parnell; en Angleterre, les libéraux, affaiblis par la défection unioniste, étaient en quête d'une politique qui frappât l'imagination et voulaient lui demander un regain de la popularité qui s'attachait alors à toutes les manifestations de l'impérialisme. M. Gladstone désapprouvait l'augmentation des crédits de la marine. Dans le cabinet, il était presque seul de son avis. Un appel au pays, au milieu de ces divisions, était impossible. Il se décida à résigner le pouvoir, en pleine force de sa volonté.

Cette fois, c'était la retraite, et le grand silence qui allait se faire autour de lui était bien cet intervalle solennel qu'il avait tant de fois souhaité entre la vie publique et le tombeau. Pour une intelligence active qui a eu de tout temps la passion du travail et de

la lecture, il y a une épreuve plus rude que la perte du pouvoir, c'est le déclin de la vue. Il ne pouvait se dissimuler que les progrès étaient rapides; bientôt tout effort de lecture lui fut interdit. Il fut pendant quelques mois plongé dans les ténèbres. L'opération de la cataracte lui rendit la lumière, mais avec des précautions et des réserves qui restreignaient sa liberté et sa vie.

Tout autre eût senti lui monter au cœur un flot d'amertume. Sa pensée était aussi vigoureuse que dans son âge mûr, sa curiosité aussi vive; l'intérêt qu'il portait aux hommes, aux événements, aux progrès de la civilisation aussi intense, quoiqu'il fût à demi prisonnier de l'infirmité de ses sens; malgré cela, nulle plainte, soit dans ses conversations, soit dans ses lettres. Ses carnets quotidiens tenus depuis sa jeunesse avaient été interrompus pour la première fois pendant les semaines de l'opération. Il les reprend, en jetant un coup d'œil sur son existence passée et sa vie présente, sans une

récrimination, sans un regret. La sérénité de M. Gladstone était sincère, elle venait de loin et de haut. Il n'était ni de ces philosophes qui, sans grand souci d'eux-mêmes, veulent une religion pour les foules, ni des oublieux qui la reconnaissent et s'y rallient à l'heure suprême. De son enfance jusqu'à son dernier souffle, il avait mis la pratique du culte au premier rang des devoirs de sa vie : à ses yeux, la foi n'était pas un sentiment vague, une sorte de musique de l'âme destinée à la bercer et propre à engourdir les souffrances humaines ; c'était un corps de doctrine qu'un chrétien devait étudier et connaître, afin d'en pratiquer toutes les obligations. Ses écrits théologiques rempliraient plusieurs volumes. Pas une de ses journées ne s'écoulait sans une retraite accompagnée de prières ; et en plus d'une chapelle de Londres on l'avait vu dans la semaine s'agenouiller devant l'autel. A Hawarden, il ne manquait jamais l'office du matin. Avec cette ferveur très personnelle,

il avait un esprit très large, une tolérance qui ne se démentit pas. On ne peut comprendre ni sa vie, ni son caractère, si on ne se pénètre pas de ce qu'était sa conscience. L'histoire de son âme est entièrement faite de conviction et de tolérance. Né dans la religion chrétienne, fidèle à l'Église réformée, hostile à tout changement, il s'inclinait, en les regrettant, devant les résolutions des Manning et des Newman. La douleur qu'il ressentit de leur conversion ne le fit ni avancer vers eux, ni reculer vers leurs plus ardents adversaires. Il n'avait rien de l'esprit de secte : il avait la véritable foi, celle qui apaise, qui respecte et qui attire.

On dit que la jeunesse est l'âge des longs espoirs. Pour qui place, comme M. Gladstone, la véritable vie au delà de ce monde, la vieillesse est l'âge des espérances, espérances d'autant plus vives qu'elles sont prochaines. « Je suis, écrivait-il, dans la situation du soldat à la parade, prêt à marcher et attendant le commandement, n'ayant nul

désir de hâter ou d'ajourner le départ, assuré que ce que Dieu fera sera bien fait. »

Il croyait sincèrement que la vie était bonne, qu'elle était un don incomparable, qu'elle avait été départie à l'homme pour qu'il en usât au profit de ses semblables, et qu'il serait responsable de l'emploi qu'il en aurait su faire. Il continuait toutes les œuvres, il servait toutes les causes auxquelles ils s'était attaché.

Au déclin de la vie, les questions politiques qui ont passionné changent de proportions, diminuent ou grandissent; comme au coucher du soleil, les cimes neigeuses se décolorent successivement, et une seule, qui souvent ne paraissait pas la plus haute demeure plus longtemps lumineuse, aux yeux de M. Gladstone, la question d'Orient lui semblait dominer toutes les autres. A Chester en 1895, à Liverpool en 1896, il parut encore, devant de grandes assemblées populaires, consacrant les derniers efforts de sa voix à l'affranchissement des

chrétiens d'Orient, à la cause de la civilisation, puis, après ces derniers efforts pour la justice et la liberté, il rentra à Hawarden; il y recevait des députations et les haranguait, aimant à parler au peuple de ses devoirs et de son éducation, aux ouvriers des bibliothèques populaires et de la petite propriété, aux agriculteurs et aux jardiniers de la vie rurale. Il employait le reste de ses forces à ranger lui-même tous ses livres dans une bibliothèque publique qu'il avait créée dans son village et qu'il destinait aux étudiants des Universités, voulant qu'après lui le travail de l'esprit fût suscité par les ouvrages mêmes qu'il avait aimés.

Il allait passer les mois d'hiver dans le Midi, traversant rapidement la France pour se rendre à Biarritz. Dans les dernières années, il se dirigeait vers Cannes où l'attiraient des amis. Après un séjour de quelques semaines, loin des brouillards, en face de ces horizons lumineux qui lui rappelaient l'Italie, il revenait avec des forces

nouvelles; mais vers l'automne de 1897 une maladie très douloureuse se déclara : atteint des souffrances les plus cruelles, il fut conduit à Cannes; ni la température douce, ni le soleil ne purent apaiser ses maux. Sa résignation donnait des forces aux siens : chrétien, il savait ce que signifient les souffrances. Il comprit que les remèdes étaient impuissants et exprima la volonté de mourir dans son pays. Ramené sur la côte méridionale d'Angleterre, il y passa quelques semaines et quand il sentit approcher l'heure suprême, il rassembla toutes ses forces pour rentrer debout dans Hawarden où il voulait terminer sa vie. C'est dans le vieux château qu'il aimait, à côté de sa femme, au milieu de tous ses enfants, que le 19 mai 1898 il rendit son âme à Dieu.

L'Angleterre, sans distinction de partis, prit part à ses funérailles. La vieille abbaye de Westminster vit l'héritier du trône, les ministres, les membres des deux Chambres unis dans un commun et solennel hommage,

groupés autour du caveau que devait recouvrir une simple pierre, avec deux noms et deux dates¹.

Il y eut une manifestation plus digne encore de demeurer dans la mémoire des contemporains. Cet homme d'État qui, entre tous les politiques de son temps, avait été le plus attaqué, que les insultes et la calomnie avaient poursuivi dans sa retraite, que les exaltés du patriotisme ne cessaient de dénoncer et de maudire, fut loué, au lendemain de sa mort, dans les deux Chambres du Parlement, avec une admiration éloquente, par les chefs du parti adverse.

Quelle était donc la force intime de cet homme qui, né dans un parti, s'en était peu à peu écarté, qui était devenu une recrue des libéraux, puis leur chef, qui avait eu la hardiesse de se porter en avant, ne se bornant pas à les commander, mais voulant être

1. William Ewart Gladstone, 1898. — Catherine Gladstone, 1900.

un initiateur, ayant l'audace de concevoir les réformes les plus hardies et le courage de les défendre par la plume, par la parole, au risque de compromettre sa popularité, prônant aux prodigues l'épargne, aux belliqueux l'horreur de la guerre, résolu à résister jusqu'à son dernier soupir au flot montant des imaginations liguées contre la paix au nom de l'unité de l'empire ?

Comment les conservateurs qu'il avait abandonnés, comment les unionistes dont le seul mot d'ordre était d'empêcher le succès de sa politique, pouvaient-ils l'admirer ?

Il y a des vertus devant lesquelles toutes les haines désarment.

Celui dont vous venez d'entendre la vie n'a jamais obéi à une inspiration égoïste. Sa sincérité était absolue : il cherchait le bien, de toute l'ardeur de son intelligence. En se promenant sur la plage de Biarritz, au soir de sa vie, il confia à un ami le secret de ses changements d'opinion : « J'ai été élevé, dit-il, dans la défiance de la liberté et, en

avançant dans la vie, j'ai appris à croire en elle. » La justice, qui était la passion de son âme, lui avait enseigné la liberté. Il avait appris, au contact des hommes, que la véritable foi respecte la foi des autres ; tout ce qui était exclusif en ses convictions était devenu large, sans qu'aucune de ses convictions fût ébranlée ; en lui s'était développé ce sens de la souveraine liberté qui est un perpétuel hommage rendu par la conscience à la conscience d'autrui. Il poursuivait en tout un idéal de vérité et de perfection dont il possédait l'image en lui-même ; il avait l'ambition très haute de l'appliquer aux relations des hommes, des sociétés et des nations. Dans les moindres lois comme dans les plus grandes réformes, apparaissait, comme en des percées lumineuses, l'unité de ses desseins. Dans le cours du siècle qui vient de finir, parmi les héros auxquels on dresse des statues, parmi les politiques de toutes sortes que sur les tréteaux et les tribunes encense la démocratie, en est-il un

seul qui, dans son œuvre de gouvernement, ait travaillé avec plus de passion pendant une vie publique de soixante années à la véritable prospérité de son pays et au progrès de la civilisation?

M. GLADSTONE

SA VIE

1809. 29 décembre. Sa naissance à Liverpool.
1828. janvier. Université d'Oxford : Christ-Church College.
1831. nov.-déc. Université d'Oxford. Examens de sortie.
1832. 13 décembre. Élu député de Newark.
1834. 26 décembre. Cabinet Peel. Nommé « *Junior lord of the Treasury* ».
1835. 5 janvier. Réélu à Newark.
27 — Sous-secrétaire d'État des Colonies.
8 avril. Chute du cabinet Peel.
1837. 24 avril. Réélu à Newark.
1839. 25 juillet. Son mariage avec Catherine Glyne.

1844. 29 juillet. Réélu à Newark.
6 septembre. Cabinet Peel. Vice-président du Board of Trade et membre du Conseil privé.
14 — Réélu à Newark.
1843. 15 mai. Président du Board of Trade, avec siège dans le cabinet (Peel).
1845. 28 janvier. Donne sa démission.
23 décembre. Rentre comme secrétaire d'État aux Colonies (cab. Peel).
1846. 5 janvier. Non réélu à Newark.
juin. Chute du cabinet Peel.
1847. 3 août. Élu par l'Université d'Oxford.
1852. 14 juillet. Réélu à Oxford.
23 décembre. Chancelier de l'Échiquier (cabinet Aberdeen).
1853. 20 janvier. Réélu à Oxford.
18 avril. Présente son 1^{er} budget.
1854. 6 mars. — 2^e —
1855. 29 janvier. Chute du cabinet Aberdeen.
10 février. Cabinet Palmerston.
22 — Donne sa démission de chancelier de l'Échiquier.
1857. 27 mars. Réélu à Oxford.
1858. 8 novembre. Lord Haut commissaire aux îles Ioniennes.
1859. 12 février. Réélu à Oxford.
29 avril. Réélu à Oxford.

1859. 20 juin. Chancelier de l'Échiquier (cab. Palmerston).
1^{er} juillet. Réélu à Oxford.
18 — Présente son 3^e budget.
11 novembre. Lord Recteur de l'Université d'Édimbourg.
1860. 10 février. Présente son 4^e budget.
1861. 15 avril. — 5^e —
1862. 3 avril. — 6^e —
1863. 16 avril. — 7^e —
1864. 7 avril. — 8^e —
1865. 4 mars. *Élu associé étranger de l'Académie des Sciences morales et politiques.*
2 avril. Présente son 9^e budget.
22 juillet. Élu par le « South-Lancashire ».
6 novembre. Chancelier de l'Échiquier (cabinet Russell).
1866. 3 mai. Présente son 10^e budget.
13 juin. Chute du cabinet Russell.
1868. 17 novembre. Élu à Greenwich.
9 décembre. Premier ministre (cab. Gladstone : 1868-1874).
21 — Réélu à Greenwich.
1874. 4 février. Réélu à Greenwich.
17 — Démission du ministère.
1877. 15 novembre. Recteur de l'Université de Glasgow.

1880.	3 avril.	Élu dans le Midlothian.
	28 avril.	Premier ministre et chancelier de l'Échiquier (2 ^e cabinet Gladstone, 1880-1885).
	8 mai.	Réélu dans le Midlothian.
	10 juin.	Présente son 11 ^e budget.
1881.	4 avril.	— 12 ^e —
1882.	24 avril.	— 13 ^e —
1885.	9 juin.	Chute du cabinet.
	27 novembre.	Élu dans le Midlothian.
1886.	3 février.	Premier ministre (3 ^e cabinet Gladstone, 1886).
	10 février.	Réélu dans le Midlothian.
	2 juillet.	Réélu (après dissolution) dans le Midlothian et à Leith.
	20 —	Démission du ministère.
1888.	25 juillet.	Célèbre ses noces d'or.
1892.	13 juillet.	Réélu dans le Midlothian.
	15 août.	Premier ministre (4 ^e cabinet Gladstone, 1892-1894).
	24 —	Réélu dans le Midlothian.
1894.	3 mars.	Sa démission de premier mi- nistre.
1895.	1 ^{er} juillet.	Ses adieux aux électeurs.
1898.	19 mai.	Sa mort à Hawarden.

SES ÉCRITS

1. *The Church in its relations with the State.*
2 vol. in-8°, déc. 1838; 2^e édition révisée.
Avril 1844.
2. *The principles of Church considered in its
results.* Nov. 1840.
1843.
3. *The course of commercial policy at home
and abroad, Foreign and Colonial Quarterly
Review.* Anonyme. Janvier 1843.
4. *Present aspects of the Church, même Revue.*
Oct. 1843.
1844.
5. *On Lord John Russell's Translation of the
Francesca di Rimini, English Review.* Avril
1844.

6. The Theses of Erastus and the Scottish Church Establishment, *New Quarterly Review*. Octobre 1844.
7. On M. Ward « Ideal Church », *Quarterly Review*. Dec. 1844.
1845.
8. Remarks upon recent Commercial Legislation, published March, 1845.
9. Review of « Life of Mr. Blanco White », *Quarterly*. June 1845.
10. Scotch ecclesiastical Affairs, *Quarterly*. Dec. 1845.
11. A Manual of Prayers from the Liturgy arranged for family use. Dec. 1845.
1847.
12. From Oxford to Rome, *Quarterly*. June 1847.
13. On Lachmann's Ilias, *Quarterly*. Sept. 1847.
1848.
14. On the Duke of Argyll's « Presbytery Examined », *Quarterly*. Dec. 1848.
1849.
15. The Clergy Relief Bill, *Quarterly*. Dec. 1849.

- 1850.
16. Giacomo Leopardi, *Quarterly*. March 1850.
17. Letter to Bishop of London : « Remarks on the Royal Supremacy ». June 1850.
18. Last earnest protest against Australian Colonies Government bill. Août 1850.
19. Two letters to Lord Aberdeen on Neapolitan Misgovernment. Juillet 1850.
1851.
20. Letter to D^r Skinner, Bishop of Aberdeen, on « The functions of laymen in the Church ». Dec. 1851.
21. Translation of Farini's, « The Roman State 1815 to 1850 », v. I and II, published. Dec. 1851.
1852.
22. An examination of the Official reply of the Neapolitan Government. Janvier 1852.
23. On Farini's « Stato Romano », *Edinburgh Review*. Avril 1852.
24. Count Montalembert on Catholic interests, *Nineteenth Century, Quarterly*. Déc. 1852.
1855.
25. Sardinia and Rome, *Quarterly*. Juin 1855.

- 1856.
26. The War and the Peace, *Gentleman's magazine*. Août 1856.
27. The declining Efficiency of Parliament, *Quarterly*. Sept. 1856.
- 1857.
28. Homer and his successors in Epic poetry and « prospects political and financial », *Quarterly*. Janvier 1857.
29. The new Parliament and its work, *Quarterly*. Avril 1857.
30. The bill for divorce. — Homeric Characters in and out of Homer, *Quarterly*. Juillet 1857.
- 1858.
31. Studies in Homer and the Homeric age. Mars 1858.
32. The fall of the Late Ministry, *Quarterly*. Avril 1858.
33. The past and present Administrations, *Quarterly*. Oct. 1858.
- 1859.
34. The war in Italy, *Quarterly*. Avril 1859.
35. Letter to the provost of Oriol. Juin 1859.

36. On Tennyson's poems, *Quarterly*. Oct. 1859.
37. Nelda, a romance translated from Grossi, *Fraser's magazine*. Dec. 1859.
- 1861.
38. Translations, par lord Lyttelton et le R. Hon. W. E. Gladstone. Novembre 1861.
- 1867.
39. The session and its sequel, *Edinburgh Review*. Octobre 1867.
- 1868.
40. Phenicia and Greece, *Quarterly*. Janvier 1868.
41. A chapter of autobiography. 23 novembre 1868.
42. Articles on Ecce Homo. Décembre 1868.
- 1869.
43. Juventus Mundi, *The Gods and Men of the Heroic Age*. Août 1869.
- 1870.
44. Germany, France and England, *Edinburgh Review*. Octobre 1870.
- 1871.
45. A poem on « an infant born, baptized and

died on the same day », *Good Words*. Avril 1871.

1873.

46. Letter on « Evolution », *Contemporary Review*. Décembre 1873.

1874.

47. The Shield of Achilles, *Contemporary Review*. Février 1874.

48. The Reply of Achilles to the envoys of Agamemnon, *Contemp. Review*. Mai 1874.

49. « Homer's place in History », *Contemp. Review*. Juin 1874.

50. « The place of Homer in History and in Egyptian Chronology », *Contemp. Review*. Juillet 1874.

51. Ritualism and Ritual, *Contemp. Review*. Octobre 1874.

52. Miss Yonge's Life of Bishop Patteson, *Quarterly Review*. Octobre 1874.

53. The Vatican Decrees in their bearing of civil allegiance. A political expostulation. Novembre 1874.

1875.

54. Speeches of Pape Pius IX, *Quarterly Review*. Janvier 1875.

55. Vaticanism : an answer to replies and reproofs. Février 1875.

56. Life and speeches of the Prince Consort, *Contemp. Review*. Mai 1875.

57. Is the Church of England worth preserving? *Contemp. Review*. Juillet 1875.

58. « Italy and her Church », *Church Quarterly Review*. Octobre 1875.

59. Latin translation of « Art thou weary, art thou languid? » *Contemp. Review*. Décembre 1875.

1876.

60. Homerology : I. Apollo, *Contemp. Review*. Mars 1876.

61. Homerology : II. Hippos. — III. Diphros, the Chariot, *Contemp. Review*. Avril 1876.

62. Homerology : IV. Athene. — V. Aiolas, *Contemp. Review*. Juillet 1876.

63. Courses of Religious Thought, *Contemp. Review*. Juin 1876.

64. A Letter on Newman and Wesley, *Contemp. Review*. Juin 1876.

65. Lord Macaulay, *Quarterly Review*. Juillet 1876.

66. Memoir of Norman Macleod, *Church Quarterly Review*. Juillet 1876.

67. The Bulgarian horrors and the Question of the East. 6 septembre 1876.
68. Russian Policy and Deeds in Turkestan, *Contemp. Review*. Novembre 1876.
69. The Hellenic Factor in the Eastern Problem, *Contemp. Review*. Décembre 1876.
70. The Church of England and Ritualism. 1876.
71. A biographical sketch of lord Lyttelton. 1876.
72. Homeric synchronism : an inquiry into the Time and Place of Homer. 1876.
1877.
73. Life of the Prince Consort, *Church Quarterly Review*. Janvier 1877.
74. On the influence of authority in matters of opinion, *Nineteenth Century*. Mars 1877.
75. Lessons in Massacre. Mars 1877.
76. Montenegro : a sketch, *Nineteenth Century*. Mai 1877.
77. Rejoinders on authority in matters of opinion, *Nineteenth Century*. Juillet 1877.
78. Piracy in Borneo and the Operations of July 1849, *Contemp. Review*. Juillet 1877.

79. Agression on Egypt and Freedom in the East, *Nineteenth Century*. Août 1877.
80. The Colour sense, *Nineteenth Century*.
81. The Dominions of the Odysseus and the Island group of the Odissey. *Macmillan's Magazine*. Octobre 1877.
82. The County Franchise and M. Lowe thereon, *Nineteenth Century*. Novembre 1877.
1878.
83. The Life of the Prince Consort, *Church Quarterly Review*. Janvier 1878.
84. Last words on the County Franchise, *Nineteenth Century*. Janvier 1878.
85. « The Peace to come », *Nineteenth Century*. Février 1878.
86. The paths of Honour and of Shame, *Nineteenth Century*. Mars 1878.
87. The Iris of Homer : and the relation of Genesis, IX, 11-17, *Contemp. Review*. Mars 1878.
88. Liberty in the East and West, *Nineteenth Century*. Juin 1878.
89. Is the popular judgement of politics more just than that of the highers orders. *Nineteenth Century*. Juillet 1878.

90. England's Mission, *Nineteenth Century*. Septembre 1878.
91. The sixteenth Century arraigned before the Nineteenth : a Study on the Reformation, *contemp. Review*. Octobre 1878.
1879.
92. The Friends and Foes of Russia, *Nineteenth Century*. Janvier 1879.
93. On Epithets of Movement in Homer, *Nineteenth Century*. Mars 1879.
94. Probability as the Guide of Conduct, *Nineteenth Century*. May 1879.
95. Greece and the Treaty of Berlin, *Nineteenth Century*. Juin 1879.
96. The Evangelical Movement, its Parentage, Progress and Issue, *British Quarterly Review*. Juillet 1879.
97. The Country and the Government, *Nineteenth Century*. Août 1879.
98. The Olympian System versus the Solar Theory, *Nineteenth Century*. Octobre 1879.
1880.
99. Free trade, railways and the growth of Commerce, *Nineteenth Century*. Février 1880.

100. Russia and England, *Nineteenth Century*. Mars 1880.
101. Religion, Achaïan and Semitic, *Nineteenth Century*. Avril 1880.
102. The conservative Collapsee, *Fornightly Review*. May 1880.
1881.
Néant. 1882.
Néant. 1883.
103. Hark my soul! It is the Lord, *Nineteenth Century*. Septembre 1883.
1884.
Néant. 1885.
104. Dawn of Creation and of Worship, *Nineteenth Century*. Novembre 1885.
1886.
105. Proem to Genesis : a Plea for a fair Trial, *Nineteenth Century*. Janvier 1886.
1887.
106. The Irish Question. History of an Idea. Lessous of the Election. Août 1886.

107. Locksley Hall and the Jubilee, *Nineteenth Century*. Janvier 1887.
108. Notes and Queries on the Irish Demands, *Nineteenth Century*, Février 1887.
109. The greater Gods of Olympus : Poseidon, *Nineteenth Century*. Mars 1887.
110. The History of 1852-1860 and Greville' latest Journals, *English historical Review*. Avril 1887.
111. The Greater Gods of Olympus : Apollo, *Nineteenth Century*. Mai 1887.
112. On Lecky's History of England in the Eighteenth Century, *Nineteenth Century*. Juin 1887.
113. The Great Olympian sedition, *Contemp. Review*. Juin 1887.
114. The Greater Gods of Olympus : Athene, *Nineteenth Century*. Juillet 1887.
115. M. Lecky and political morality, *Nineteenth Century*. Août 1887.
116. Electoral facts of 1887, *Nineteenth Century*. Octobre 1887.
117. Ingram's History of the Irish Union, *Nineteenth Century*. Octobre 1887.
118. An Olive branch from america, *Nineteenth Century*. Novembre 1887.

- 1888.
119. A reply to Doctor Ingram, *Westminster Review*. Janvier 1888.
 120. The Homeric Herè, *Contemp. Review*. Février 1888.
 121. Further Notes and Queries on the Irish Demand, *Contemp. Review*. Mars 1888.
 122. Robert Elsmere, and the Battle of Belief, *Nineteenth Century*. Mai 1888.
 123. A Reply to Colonel Ingersoll on Christianity, *North American Review*. Mai 1888.
 124. The Elizabethan Settlement of Religion, *Nineteenth Century*. Juillet 1888.
 125. M. Forster and Ireland, *Nineteenth Century*. Septembre 1888.
 126. Queen Elizabeth and the Church of England, *Nineteenth Century*. Novembre 1888.
- 1889.
127. Daniel O'Connell, *Nineteenth Century*. Janvier 1889.
 128. On Divorce by Margaret Lee, *Nineteenth Century*. Février 1889.
 129. For the Right, *Nineteenth Century*. Avril 1889.

130. Italy in 1888-1889, *Nineteenth Century*.
Mai 1889.
131. Plain speaking on the Irish Union, *Nineteenth Century*. Juillet 1889.
132. Phœnician affinities of Ithaca. *Nineteenth Century*. Août 1889.
133. The Triple Alliance and Italy's place in it. *Contemp. Review*. Septembre 1889.
134. Journal de Marie Bashkirtseff, *Nineteenth Century*. Octobre 1889.
135. The English Church under Henry the Eighth, *Nineteenth Century*. Novembre 1889.
136. The question of divorce. *North American Review*. Novembre 1889.
137. On Memorials of a southern Planter, *Nineteenth Century*. Décembre 1889.
1890.
138. A Defence of Free Trade, *North American Review*. Janvier 1890.
139. The Melbourne Government : its acts and persons, *Nineteenth Century*. Janvier 1890.
140. Doctor Döllinger's Posthumous remains, *Speaker*. Août 1890.
141. Mr. Carnegie's Gospel of Wealth, *Nineteenth Century*. Novembre 1890.

142. The Impregnable Rock of Holy Scripture. 1890.
143. Landmarks of Homeric Study. 1890.
1891.
144. Profesor Huxley and the Swine Miracle, *Nineteenth Century*. Février 1891.
145. A Memoir of John Murray, *Murray's Magazine*. Mai 1891.
146. Electoral Facts, n° III, *Nineteenth Century*.
Septembre 1891.
147. On the ancient Beliefs in a future State, *Nineteenth Century*. Octobre 1891.
1892.
148. On the Olympian religion, *North American Review*. Février-mai 1892.
149. On the Platform, its Rise and Progress. *Nineteenth Century*. Avril 1892.
150. Did Dante study in Oxford? *Nineteenth Century*. Juin 1892.
151. A Vindication of Home Rule : A reply to the Duke of Argyll, *North American Review*. Octobre 1892.
1893.
152. Some Eton translations, *Contemp. Review*.
Juin 1893.

1894.

153. **The Love Odes of Horace**, five specimens, *Nineteenth Century*. Mai 1894.
154. **The place of Heresy and Schism in the modern Church**, *Nineteenth Century*. Août 1894.
155. **The true and false conception of the Atonement**, *Nineteenth Century*. Septembre 1894.

1895.

156. **The Lord's Day**, *Church Monthly*. Mars-avril 1895.
157. **Bishop Butler and his Censors**, *Nineteenth Century*. Novembre-décembre 1895.

1896.

158. **The future life and the condition of Man therein**, *North American Review*. Avril 1896.
159. **The Scriptures and modern Criticism**, *People's Bible*. Avril 1896.
160. **Sheridan**, *Nineteenth Century*. Juin 1896.
161. **The Massacres in Turkey**, *Nineteenth Century*. Octobre 1896.
162. **Soliloquium and Postscript, letter to the Archbishop of York**. Mai 1896.
163. **Letter on Anglican Orden**. Juin 1896.

1897.

Néant.

1898.

164. **Personal recollections of Arthur H. Hallam**, *Daily Telegraph*. Janvier 1898.

Cette bibliographie est extraite de la Chronologie de la vie de M. Gladstone, contenant la mention de ses actes, de ses discours et de ses écrits, publiée à la suite de la *Vie de Gladstone*, par John Morley. 3 vol. in-8°, Londres, Macmilan, 1903.

NOTICES HISTORIQUES

Lues à l'Académie des sciences morales et politiques

PAR LE MÊME AUTEUR

Jules Simon, 1896.

Le Duc d'Aumale, 1897.

Barthélemy Saint-Hilaire, 1898.

Hippolyte Passy, 1899.

Léon Say, 1900.

Charles Renouard, 1901.

Paul Janet, 1902.

Gladstone, 1903.